ERNESTAN

C.I.R.A.
12234

LE SOCIALISME CONTRE L'AUTORITÉ

Editions Réalistes
Paris - Bruxelles

PRIX : 3 Francs

LE SOCIALISME contre l'Autorité

par ERNESTAN

C.I.R.A.

ÉDITIONS RÉALISTES
HEM DAY
Boîte postale 4 – Bruxelles IX
Compte ch. postaux : 16.74.24

ECHOS INTERNATIONS = PENSÉE-ACTION
REVUE DE CULTURE HUMAINE
BRUXELLES Ex. Cat. du Commerce

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 5
La notion de liberté. — Sa valeur sociale 7
Le socialisme 11
Le matérialisme marxiste 19
La sociologie marxiste 21
Les conclusions pratiques du marxisme 24
La déviation autoritaire du socialisme 28
L'opposition libertaire 32
Le chemin du pouvoir politique et ses misères 36
Le marxisme bolcheviste ou Léninisme 40
L'expérience russe 45
Le mouvement anarchiste 54
Le syndicalisme 62
Le socialisme libertaire 69
Postface 77

AVANT-PROPOS

Cette brochure fut écrite sous le signe de la plus complète indépendance. Non que l'auteur ne se rattache à aucune tendance du socialisme, mais bien que l'intérêt d'aucune fraction ne put limiter l'expression de la pensée.

En adoptant une pareille attitude, les recherches et l'argumentation peuvent se développer sans entraves, et c'est un grand avantage. Mais cela oblige également à définir les positions d'une manière très complète et, en l'occurrence, ce fut une grande difficulté.

Les problèmes soulevés au cours de ces quelques dizaines de pages demanderaient en effet un volume beaucoup plus important. En nous arrêtant à celui-ci, nous cédons d'une part devant des raisons matérielles ; mais surtout à la conviction qu'il y a urgence, et nous comprenons le scepticisme qui accueillera cette prétention.

Si pourtant nous insistons sur la valeur d'actualité de cette brochure, ce n'est point qu'elle démontre une originalité propre, mais qu'actuellement, en matière de socialisme, des vérités élémentaires exigent d'être rappelées.

A la crise désastreuse du capitalisme, correspond par malheur et, certainement pas par hasard, la crise du socialisme. Cette crise est une crise de confiance.

Ce n'est pas en vain que durant plus d'un demi-siècle, certaines politiques ont exploité et défiguré le socialisme.

Aujourd'hui, parmi le prolétariat, le socialisme a besoin d'être réhabilité.

C'est à cette œuvre que nous apportons une modeste contribution.

ERNESTAN.

Bruxelles 1931.

LA NOTION DE LIBERTE
SA VALEUR SOCIALE

A examiner le problème de la liberté, on rencontre en premier lieu l'objection simpliste qui consiste à le nier, sous prétexte que la liberté est indéfinissable, et ne serait qu'un mot, sujet aux interprétations et confusions les plus diverses.

Remarquons immédiatement que la négation, sous prétexte de manque de définition absolue ou de valeur constante, laisse subsister bien peu de chose et, à ce compte, toute sociologie devient proprement impossible.

Mieux que par de longues dissertations métaphysiques, remettons au point en rappelant que les termes les plus usuels comme : droit, progrès, égalité, etc., expriment des valeurs non exactement définies. Et si l'on préfère les plus particulièrement invoqués en sociologie, nous constaterons que : conscience de classe, socialisme, communisme, collectivisme, etc., n'ont pas plus de définition unanimement admise.

Il ne serait donc pas raisonnable d'exiger davantage de la notion de liberté. Convenons donc simplement que sa valeur n'est non plus que *relative*.

Ce que nous prétendons déterminer en premier lieu, c'est sa valeur relative au problème que nous pose la société même.

*
* *

La base, le premier élément du problème social, est l'individu.

Considéré en lui-même, isolé de son milieu, l'individu ne connaîtrait d'autre règle que la satisfaction de ses divers

besoins, et n'aurait par conséquent aucune notion morale ou sociale.

Toutefois, si l'individu est une réalité indiscutable, la société en est une autre non moins incontestable.

Deux thèses s'affrontent qui prétendent nous instruire sur l'origine de la société humaine.

L'une considère que l'homme primitif était un sauvage intégral, vivant isolé, sans instinct social, mais qui, à la longue, pour son avantage et sa sauvegarde, se serait associé à des semblables, établissant certaines conventions et associations. Lesquelles, s'étendant et se développant, aboutirent aux institutions sociales actuelles.

L'autre thèse affirme, avec plus de raison semble-t-il, que l'homme est un animal social, que la société répond à notre nature et que le principe de vie sociale existe depuis l'homme.

Que l'une ou l'autre de ces explications soit exacte, le résultat est identique : incontestablement, par l'évolution, la société est pour l'homme une nécessité, la sociabilité est un de ses besoins les plus profonds.

Néanmoins, l'existence de ces deux principes, l'individuel et le collectif, a posé devant certains esprits philosophiques le problème de l'indépendance de l'individu. Celui-ci en effet, dans une société de plus en plus organisée, paraît devoir être progressivement privé de sa liberté d'action. Certains en concluent que l'organisation sociale est ennemie de la liberté individuelle, en d'autres termes, que la société est *contre* l'individu.

C'est là, en deux mots, l'essentiel de la philosophie individualiste pure.

Devant les faits historiques que ces individualistes considèrent comme des crimes, devant l'état lamentable de la société actuelle, ils s'indignent par raison et par sentiment, mais commettent l'erreur d'une généralisation hâtive et passionnée. Comme ils ressentent entre la société et eux, une

antinomie profonde, avec hauteur, colère ou dégoût, ils rejettent le principe social tout entier et définitivement.

C'est là une attitude qui démontre parfois un beau caractère, mais qui apparaît néanmoins dépourvue de valeur constructive. C'est en d'autres termes la notion de liberté poussée jusqu'à l'absolu et rejoignant l'absurde.

Nous prétendons, au contraire, que par la pratique de l'association et de la solidarité, l'organisation sociale est la condition de la libération de l'individu.

A s'associer librement avec son semblable, l'homme peut augmenter du même coup ses possibilités de tout ordre.

Qu'on s'imagine une troupe d'hommes primitifs, en marche à travers les forêts, vers les cavernes protectrices, trouvant le chemin inexorablement barré par un torrent profond et dangereux. Il faut passer. Question de vie ou de mort.

« Abattons un arbre et jetons-le par-dessus l'abîme : ce sera un pont » dit l'un. Besogne longue et dure ; tous s'y attellent avec courage et méthode. Ils réussissent.... Ils furent solidaires et dépendant l'un de l'autre, mais ils augmentèrent leur liberté, puisqu'ils passèrent.

On pourrait citer des exemples de ce genre par dizaines. Ils ne démontrent pas que toutes les institutions sociales sont nécessairement bonnes, mais simplement que le principe social ne peut être opposé au principe de liberté individuelle.

Nous situons le problème de la liberté *dans* la société, c'est-à-dire, dans l'organisation des collectivités humaines et nous ne concevons pas seulement la liberté comme une aspiration ou une tendance sentimentale, mais comme le plus puissant moyen d'action et le but social.

*
* *

S'il est vrai que la liberté prête à de singulières confusions, l'autorité, son antithèse, profite le plus souvent d'un manque d'examen et de détermination étonnant. Cependant, on ne peut ici adopter une attitude de négation, et comme l'autorité fut toujours nettement personnifiée et ressentie, il est plus aisé de la définir.

L'autorité est le pouvoir que détiennent des individus, sous forme d'avantages, privilèges ou monopoles quelconques accaparés par divers moyens et rendus légaux par la force.

Ce qui sanctionne, concrétise et constitue cette autorité est l'Etat, avec sa violence organisée.

Au cours de l'histoire, ce pouvoir d'Etat a revêtu plusieurs formes. Que ce soit sous la république athénienne et le césarisme romain avec l'esclavage antique; sous la royauté avec le servage; sous la démocratie capitaliste et le capitalisme d'Etat russe, avec le salariat ; l'exploitation de l'homme a été ou est faite sous l'égide du pouvoir politique d'Etat.

C'est aussi un axiome sociologique que plus l'oppression est abusive, plus l'autorité doit être puissante et tyrannique. L'esclavage accordait aux maîtres le droit de mort sur les esclaves ; le servage donnait au seigneur le droit de haute justice ; l'absolutisme catholique avait besoin des buchers ; les dictatures ont recours aux tribunaux spéciaux et à la justice administrative.

L'autorité fut du reste maintes fois présentée comme supernaturelle. Les pharaons et les césars faisaient figure de dieux ; les rois sacrés par l'Eglise tenaient leur pouvoir de droit divin. De nos jours encore les Etats se réclament de principes supérieurs autant que variables.

*
* *

Contre ces oppressions organisées se dressèrent à toute époque des hommes, groupés ou isolés.

La diversité des causes et des buts de ces révoltes ne permet pas de les apprécier dans l'ensemble. Il est indispensable, pour les juger sainement, de les situer chacune dans leur époque. Néanmoins, l'on constate trop souvent que les historiens n'envisagent dans les révoltes que le résultat politique et se soucient peu d'analyser le caractère essentiel et l'action des révoltés.

A y regarder de plus près, on aperçoit que dans les bouleversements sociaux se manifeste souvent une réaction des classes exploitées, en lutte vers leur affranchissement.

Ne pouvant entrer dans des développements, contentons-nous de citer quelques faits de ce genre :

Guerre des paysans en Allemagne, Jacqueries en France, révoltes paysannes en Russie, les communiers flamands, les albigeois, la guerre des gueux en Pays-Bas, l'action populaire dans les révolutions françaises de 1789-1848-1871, et dans la révolution belge de 1830, le mouvement Maknoviste en Ukraine. Nous citons ces exemples un peu au hasard, tant ils sont nombreux, sans oublier, cependant, le premier et le plus symbolique : « Spartacus », la révolte des esclaves romains.

Certes, nous ne contesterons pas la confusion et les inconnues que renferment beaucoup de ces événements. Et constater que ces luttes n'ont le plus souvent abouti qu'à un échec complet ou à un résultat médiocre, n'empêche pas de discerner le caractère profondément anti-autoritaire de ces efforts.

Dans ses moments de conscience et de révolte, le peuple, avec un instinct clairvoyant, identifia nettement les principes d'exploitation et d'autorité ; l'exploiteur c'est le maître, et le maître, c'est l'ennemi. C'est pourquoi, l'idée de liberté pénétra toute action révolutionnaire et devint presque toujours son mot d'ordre.

Ainsi la signification et la valeur sociale de la liberté est clairement indiquée par l'histoire. La liberté apparait comme une revendication, comme LA REVENDICATION des opprimés de tous les temps et de tous les lieux.

LE SOCIALISME

Une autre notion inséparable de toute collectivité humaine, est celle de la justice sociale. Le fait que ces termes furent longtemps inusités importe peu, c'est la chose qui

importe et elle ne saurait être contestée, la société n'étant en définitive que l'établissement d'une *certaine* justice sociale.

Au cours des siècles, cette notion a diversement évolué. Ce n'est pas dans ce cadre qu'on pourrait songer à la suivre. Il est suffisant pour la clarté de cet exposé de prendre cette notion à une époque relativement récente, qui marque d'ailleurs une nouvelle période historique ; nous voulons parler de la révolution française de 1789.

En 1789, indépendamment des intérêts, parfois contradictoires, des classes possédantes, noblesse et bourgeoisie, ce furent les poussées populaires qui constituèrent la seule force révolutionnaire réelle. L'étude objective de la révolution française montre que depuis le début, l'action des parlementaires bourgeois, dans leur immense majorité, consista principalement à réduire la pression du peuple. Il fallut que celui-ci prît constamment les armes et, par son action illégale, imposât les seules mesures ayant un caractère révolutionnaire. L'exemple le plus typique est celui des sectionnaires de Paris en armes, forçant les portes de la Convention et présentant aux députés apeurés une liste de revendications piquée au bout d'une épée. A rappeler également : la marche sur Versailles, la prise du Château des Tuileries, la Convention voulant faire tirer au canon contre le peuple, le roi se mettant sous la protection des députés, etc...

Aussitôt que la vigilance populaire se relâcha, la bourgeoisie guillotina les derniers idéalistes jacobins et se précipita à la curée, qui dure encore.

L'aboutissement théorique de la révolution française se résume en la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Celle-ci proclame essentiellement que «tous les hommes sont égaux devant la loi ». En d'autres termes, on prétendit donner aux hommes la liberté et l'égalité politique convaincu ou feignant l'être que l'exercice de ces deux droits développerait nécessairement et par surcroît la fraternité. En fait, cette phraséologie pompeuse signifiait l'abolition des privilèges de castes et n'empêchait plus personne, en principe, d'accéder aux plus hautes fonctions sociales.

A aucun moment, à part les discours de quelques idéalistes, (l'action de Babeuf occupant une place à part) la révolution française ne menaça le principe de propriété. Si bien qu'aujourd'hui, tout en reconnaissant la valeur historique de cette révolution, l'égalité qu'elle proclama apparaît comme une duperie.

L'on ne tarda pas à se rendre compte qu'il était amèrement ironique de prétendre à l'égalité lorsqu'il y a des riches et des pauvres, que les possédants louent la force de travail des dépossédés de manière à en vivre et à accumuler des richesses. Devant les résultats positifs de cette révolution, il n'y a rien d'étonnant à voir remettre en question cette notion de justice et d'égalité sociales. Nous voyons ainsi se manifester en ce sens, au début du 19e siècle, divers idéologies et mouvements, parmi lesquels principalement le Fourrierisme et le Saint-Simonisme, compris aujourd'hui dans le terme général et souvent injuste de « socialisme utopique ».

C'est un peu plus tard que surgit cette conception moderne de l'égalité sociale, que l'on appelle le SOCIALISME.

*
* *

Le socialisme affirma que toute égalité n'est qu'un leurre si la société n'est basée sur l'égalité économique. Il proclama que tous les hommes sont égaux en droits et doivent l'être en fait, que toutes les richesses naturelles, ainsi que celles produites par les générations passées, constituent la propriété ou le patrimoine commun. En conséquence, la société doit être organisée de manière à ce que tous fournissent leur part de travail et en reçoivent le produit intégral, sous déduction de frais d'œuvres sociales.

C'était la condamnation absolue du capitalisme.

Cette condamnation était formelle, au point de rendre impossible toute compromission entre les deux régimes. C'est pourquoi, malgré les multiples voies et moyens qu'il emprunta, le socialisme est essentiellement révolutionnaire, destruc-

teur résolu des valeurs capitalistes et, en premier lieu, des rapports économiques actuels.

Le socialisme reconnaît les droits de l'homme, mais en tant que travailleur. Celui-ci, par le fonctionnement d'organisations adéquates, possèdera la direction et le contrôle permanent de la production et de toute la vie sociale.

A vouloir l'abolition de tout privilège, la suppression des classes, la destruction du capital, le socialisme veut abolir la raison d'être et jusqu'à la possibilité d'existence de l'autorité politique et du pouvoir étatiste.

Il eut du reste été impossible aux théoriciens socialistes de conclure autrement. L'unique raison d'être du pouvoir politique d'Etat, étant de sanctionner des privilèges, il ne peut y avoir place, dans une société égalitaire dirigée par les travailleurs, pour une autorité supérieure et centrale.

Quoique constituant la base du socialisme, les conclusions qui précèdent souffrent d'une confusion plus ou moins volontaire (nous aurons l'occasion dans les chapitres suivants, d'en reparler) parfois rencontrent une ignorance remarquable.

Nous avons cru bon, à l'usage des lecteurs peu initiés, d'insérer ci-dessous quelques citations empruntées à des hommes connus comme théoriciens ou militants socialistes.

Obligé de nous limiter strictement, nous avons choisi parmi les plus représentatifs et les plus clairs :

PROUDHON. — « De la justice dans l'Eglise et la Révolution ». — *Toute force suppose une direction; à qui la direction du pouvoir social? A tout le monde, ce qui veut dire à personne... : de sorte que l'ordre dans l'être collectif, comme la santé, la volonté, etc., dans l'animal, n'est le fruit d'aucune initiative particulière : il ressort de l'organisation. ...La liberté, la loi, le droit, sont suspendus toutes les fois que leur considération cède à la raison d'Etat. D'après ce qui vient d'être dit du privilège, l'ensemble des actes du pouvoir, n'est guère autre chose qu'une suite de suspension du droit... en*

sorte que la possession du pouvoir finit par n'être plus qu'une question de force, c'est le triomphe de la justice, que la raison d'Etat se réduise d'elle-même à l'absurde.

VICTOR CONSIDERANT. — « Le gouvernement du Peuple ». — *Il est clair que la société se trouvera en révolution permanente, en état de guerre ouverte ou sourde, aussi longtemps que la nation démocratique ne s'occupera elle-même et conformément à son principe, compris en son intégrité, d'appliquer sa volonté et de diriger ses affaires..... Avec la législation directe prend fin le développement politique.....*

....Les différentes espèces de socialisme, ou en d'autres termes, les différents projets pour la solution de la question sociale seront nécessairement amenés à n'être que ce qu'elles doivent être : des idées qui se développeront librement dans la nation. Comme elles ne peuvent plus être des partis politiques, qui cherchent à conquérir le pouvoir, elles seront des écoles qui rivaliseront entre elles pour conquérir les esprits.

KARL MARX. — « Le manifeste communiste ». — *Le pouvoir politique à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre...*

A la place de l'ancienne société bourgeoise avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous.

FREDERIK ENGELS. — « Origines de la société ». — *La société qui organisera la production sur les bases d'une association libre et égalitaire de producteurs, transportera toute la machinerie de l'Etat, là où sera dès lors sa place ; dans le musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze.*

BERNSTEIN. — « Socialisme théorique et social-démocratie pratique ». — (Parlant du problème de l'autonomie et

souveraineté des communes): *Mais il s'agit moins ici de faire la critique des points isolés de ce programme, que de faire ressortir combien énergiquement dans ce même programme, l'autonomie est indiquée comme la condition primordiale de l'émancipation sociale, comme l'organisation démocratique — partie d'en bas — est signalée comme destinée à être la voie de réalisation socialiste..... Il y a plus de quatre ans que j'écrivais dans la « Neue Zeit » que d'après moi ce ne peut être la mission de la social démocratie de préparer une humanité qui regarde l'Etat comme le grand dispensateur de toutes choses.*

GEORGES SOREL. — « Réflexions sur la violence. ». — *Le socialisme est devenu une préparation des masses employées, par la grande industrie, qui veulent supprimer l'Etat et la propriété.....*

La bourgeoisie a employé la force depuis le début des temps modernes, tandis que le prolétariat réagit maintenant contre elle et contre l'Etat par la violence.....

Les politiciens se placent à l'autre point de vue... parce qu'ils sont pressés de gagner bien vite les grandes batailles qui doivent leur livrer l'Etat....

Le renforcement de l'Etat est à la base de toutes leurs conceptions; dans leurs organisations actuelles, les politiciens préparent déjà les cadres d'un pouvoir fort, centralisé, discipliné, qui ne sera pas troublé par les critiques d'une opposition, qui saura imposer le silence et qui décrètera ses mensonges.

GABRIEL DEVILLE. — « Le Capital ». (Le meilleur résumé du « Capital » de Karl Marx).

Il n'y a pas à perfectionner mais à supprimer l'Etat, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir la soumission des exploités...

...L'Etat n'est en effet que l'appareil gouvernemental permettant de maintenir sous la coupe des possédants, la classe dépossédée, et la bourgeoisie ne consolide pas l'instrument de domination, qu'est exclusivement l'Etat, pour ne pas s'en servir d'une façon légale ou extra légale le jour ou elle serait en danger.

EMILE VANDERVELDE. — « Le socialisme contre l'Etat ».

Il ne s'agit pas de remplacer le capitalisme privé par le capitalisme d'Etat, mais le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat par la coopération des travailleurs.....

...Dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, et, d'une manière générale, dans toutes les sphères de la vie collective. le socialisme n'est pas étatique, mais anti-étatique.

LENINE. — « L'Etat et la Révolution ».

Dans le manifeste, la question de l'Etat était encore posée d'une façon trop abstraite, avec les idées et les expressions les plus générales. Ici la question se pose concrètement et la déduction se tire absolument précise, bien définie et pratiquement tangible : toutes les révolutions antérieures n'ont fait que perfectionner la machine gouvernementale, alors qu'il faut l'abattre, la briser...

C'est maintenant que nous pouvons apprécier toute la justesse des remarques d'Engels, accablant de ses sarcasmes cet absurde accouplement des mots « Liberté et Etat ». Tant que l'Etat existe pas de liberté : quand règnera la liberté, il n'y aura plus d'Etat...

Nous n'avons pas estimé nécessaire de citer des textes de Bakounine, Kropotkine, Reclus, Domela Nieuwenhuis, etc., pour la bonne raison que ces théoriciens se rattachent à la tendance libertaire ou anarchiste, laquelle, par définition, se prononce contre l'Etatisme de la manière la plus radicale et la plus formelle.

*
* *

L'on voit donc, que historiquement et théoriquement, le socialisme est une chose parfaitement claire. Toutefois, en préconisant un bouleversement de l'organisation sociale, il

posait une multitude de problèmes de tout ordre, à l'étude desquels s'attachèrent quantité de théoriciens et de militants

Parmi les premiers et les plus importants, se situe Karl Marx, dont l'œuvre eut un retentissement et des conséquences telles, qu'elle mérite un examen particulier.

Cette tâche n'est guère facile; l'on connaît aujourd'hui pour le moins une demi-douzaine de partis ou sectes, sans compter les subdivisions, qui, se réclamant toutes de Marx, se font néanmoins une guerre au couteau.

C'est le grand malheur de Marx d'avoir été le fondateur, involontaire peut-être, d'une religion aux prêtres innombrables, à l'orthodoxie aussi variée qu'agressive.

Marx mourut en 1883. Au lieu de considérer ses travaux comme une contribution très riche à l'étude de la question sociale, ses adeptes, étant à la recherche d'absolu, s'empressèrent d'ériger Marx en Dieu, et « das Kapitaal » en évangile. Ils n'hésitèrent pas au besoin à déformer la pensée de leur maître pour la rendre plus rigide, et parvinrent à extraire de son œuvre énorme, et parfois contradictoire, quelques dogmes simplistes.

Les fantaisies marxistes ont encore le privilège d'être d'autant plus facilement accréditées, que la forme et la dialectique de Marx sont très peu claires. Pour l'immense majorité des travailleurs, ses écrits sont pratiquement illisibles. C'est pourquoi Marx est surtout connu par des résumés, abrégés, analyses, et par ses commentateurs spécialisés, qui nous présentent infailliblement un marxisme à leur manière.

Cependant, tout en faisant ces réserves, il nous semble possible et nécessaire d'examiner sommairement la valeur et la signification générale du marxisme, tel qu'il apparaît à travers son évolution et ses formes actuelles.

Nous le ferons en tenant compte de son double aspect, spéculatif et pratique.

LE MATERIALISME MARXISTE

La base scientifique du marxisme est une conception du matérialisme. Nous disons bien *une* conception parce qu'elle est effectivement particulière, propre à satisfaire des gens pressés, ayant besoin de formuler hâtivement une base définitive.

« La matière est tout, en dehors d'elle il n'y a rien, tout ce qui existe ne sont que ses manifestations ».

Ces formules expéditives et commodes peuvent dispenser d'examiner plus avant les problèmes de la vie. Il ne faut pas s'y arrêter longtemps pour juger de leur insuffisance prétentieuse.

En situant le marxisme dans l'histoire, on constate que son développement coïncide avec une période de progrès scientifiques unique jusque là. La seconde moitié du XIXe siècle fut exceptionnellement prodigue en savants de toutes catégories. De plus, les applications de la vapeur, de l'électricité, de tant d'autres découvertes, ne cessaient d'émerveiller. Si bien que la science acquit un tel éclat que certains en furent aveuglés, n'eurent plus foi qu'en elle.

La matière livrait ses secrets les uns après les autres; les microscopes, les scalpels et les cornues devenaient les instruments de notre libération.

On scrutait la matière et, après avoir, par exemple, défini la molécule, puis l'atome, en y regardant de plus près on découvrit l'électron, point de départ de nombreuses recherches et de longs débats. D'autre part, des physiciens affirmèrent que la matière pouvait se transformer en état radiant ou fluidique. Si bien qu'après avoir connu de nombreux avatars, les théories atomiques sont considérées par des compétences, comme de séduisantes hypothèses.

Quant à l'origine et au mécanisme de la pensée, on crut pouvoir en trouver l'explication dans le cerveau, ses circonvolutions et leur emplacement, voire dans les formes de la boîte crânienne. Là encore, il fallut en rabattre, et l'on ne sait

encore comment quelques hectogrammes de matière grise peuvent produire une fresque de Michel-Ange ou une Symphonie de Beethoven.

Tout cela et bien d'autres choses, sortant du cadre de cette brochure, coupa court aux illusions des scientistes amateurs et ramena la science à sa véritable et difficile mission, celle de recherches, dans l'indépendance complète et par ses méthodes propres.

C'est dire que ce n'est point là notre affaire. Ce que tout le monde peut en savoir, c'est que la doctrine dite « matérialiste » est en décadence au profit de conceptions dites « énergétiques », « dynamiques », et autres.

Comme nous voulons éviter les erreurs que nous dénonçons ci-avant, nous ne prétendons pas, dans notre critique de la base du marxisme, lui opposer un point de vue *anti-matérialiste*, mais simplement une attitude conforme à l'esprit scientifique. Celui-ci ne consiste pas à formuler rapidement une opinion tranchante et définitive, permettant d'étayer un système philosophique et social.

L'attitude conforme à l'esprit scientifique est une objectivité réaliste. Elle commande seulement de ne rien admettre de définitif et d'absolu, sans le contrôle de l'observation et de l'expérience; elle nie les vérités révélées et le principe de la foi.

En dehors de cela, cette attitude n'implique en aucune manière le système philosophique ou social; elle est parfaitement conciliable avec un certain idéalisme et avec tout autre chose que le marxisme.

Que tout soit matière, c'est fort possible, c'est là surtout une question d'appellation; si bien qu'à se déclarer « *matérialiste* », on ne se pare que de la plus générale et la plus vague des étiquettes. C'est à ce moment seulement que s'ouvrent les débats, qui portent sur la nature de la matière, ses propriétés, ses formes, son évolution, ses lois, etc...

C'est, en peu de mots, toute la raison d'être de la science et non pas ses conclusions, encore moins ses conclusions définitives. Le « qu'est-ce que la matière? » reste une interrogation sans doute éternelle.

C'est par souci d'objectivité et de sérieux que nous n'admettons pas l'étiquette « matérialiste » pour plus qu'elle n'est et que nous répugnons à nous en affubler.

Né d'une réaction contre le Déïsme et certains spiritualismes, le matérialisme marxiste retomba dans l'erreur de ses adversaires, en créant une sorte de « religion matérialiste », qui aboutit ainsi à un scientifisme de primaires ou de littérateurs.

Le but poursuivi, peut-être inconsciemment, par ces pseudo-scientifistes! était en réalité d'attaquer « l'idée », le « sentiment » et autres notions psychologiques échappant aux investigations de laboratoires. A vouloir les écarter une fois pour toutes, ils trouvèrent fort simple de les nier ou de les présenter comme des conséquences tout à fait secondaires. Cela leur permettait d'opposer à toute discussion la question préalable des preuves scientifiques. Ils oubliaient qu'on ne fait pas de la sociologie comme on fait de la chimie, et que l'humanité n'est pas une troupe docile de cobayes d'expérience.

LA SOCIOLOGIE MARXISTE

La sociologie marxiste correspond à sa base scientifico-philosophique. Les marxistes se prétendent rigoureusement déterministes, mais se distinguent par la manière arbitraire dont ils considèrent les facteurs déterminants. De même qu'en pseudo-science ils acceptent comme postulat le mot « matière », en sociologie ils font jouer le même rôle au mot « production ».

Selon eux, la forme de production serait l'unique facteur déterminant, la cause première de l'évolution historique.

C'est là-dessus qu'est échafaudée la méthode connue sous les titres impressionnants de « matérialisme historique » ou « déterminisme économique » mais qui, en réalité, devrait s'appeler « le fatalisme historique ».

A la lumière de ce système, les marxistes observèrent l'histoire, et, comme tous les systématisateurs, n'eurent pas de peine à prouver (?) la justesse de leur point de vue. L'histoire est, en effet, très vaste et, de plus, mal connue. Il est aisé de mettre en évidence certains faits étayant une thèse et de laisser dans l'ombre ceux qui peuvent la combattre ou la gêner. Toutefois, à jouer au prophète après coup, on risque peu de se tromper, et cela procure des satisfactions que ne dédaignent pas des esprits souvent aptes à mieux employer leurs capacités.

Ceux qui ne se satisfont pas à si bon compte, ne se croient pas permis de prendre avec le déterminisme des libertés aussi grandes. Ils ramènent la question à son point de départ et demandent à savoir CE QUI DETERMINE LA PRODUCTION?

L'effet de cette question, sur beaucoup de marxistes, est surprenant. Ils la regardent à peu près comme les catholiques auxquels on pose la question préalable : qui a fait Dieu? Les uns et les autres fournissent des réponses analogues.

Or, la production est une manifestation de l'activité humaine, activité primordiale et indispensable sans doute, mais qui implique nécessairement l'examen de la notion première, qui n'est autre que L'HOMME. Celui-ci est donc, au premier titre, facteur déterminant; c'est lui qu'il importe d'abord de considérer et de connaître.

Selon la philosophie marxiste, l'homme apparaît comme un fantoche, vague élément de la collectivité, jouet de puissances supérieures et implacables. Et l'histoire semble alors tracée suivant un plan infaillible, dont les docteurs en marxisme auraient trouvé la clef.

Nous opposons à cela une conception REALISTE de l'histoire. Pour nous, la production est simultanément conséquence et cause, ou alternativement déterminée et déterminante. Ce qui revient simplement à dire : que l'activité sociale passée, crée certaines conditions pour son activité future. Suivant cette conception, l'homme, avec ses facultés de tout ordre, reste au premier plan et apparaît comme l'unique élément intelligent et conscient. C'est la conclusion qui se dégage admirablement de cette œuvre géniale, « L'Homme et la Terre », d'Elisée Reclus.

L'homme et la terre, tels sont les deux éléments agissants et réagissants l'un sur l'autre, et créant les conditions ambiantes parmi lesquelles évolue et réagit à nouveau l'homme. C'est grâce à cette méthode simplement objective, et sans la moindre pédanterie scientifique, que Reclus nous fait si aisément percevoir l'enchaînement de l'Histoire.

Dans ce domaine, les dialecticiens marxistes commettent la simple mais lourde erreur de confondre CONDITION avec CAUSE.

Quant à la méthode d'investigation marxiste, elle procède par analogie historique et déduction logique, espérant ainsi réaliser le plus vieux et utopique des rêves : prédire l'avenir!

Or, une situation historique n'est jamais semblable à une autre parce que les hommes et leurs réactions ne sont jamais les mêmes, l'évolution des conditions économiques CORRESPONDANT précisément à celle des conditions psychologiques. C'est pourquoi la connaissance de l'histoire passée a si peu de valeur pratique pour la connaissance de l'histoire à venir. C'est également pourquoi une grande misère ne CAUSE pas une révolution, mais forme UNE CONDITION éminemment favorable à son éclosion, lorsque cette misère coexiste avec de multiples facteurs, parmi lesquels en premier lieu, la volonté et la capacité révolutionnaires des exploités.

Un moteur ne peut se mettre en marche si le carburant fait défaut, mais il ne peut fonctionner davantage si les étincelles d'allumage ne jaillissent pas.

Ainsi donc, la condition économique n'a ni plus ni moins de valeur que les autres, pour la raison que, seule, elle est totalement impuissante. En affirmant que l'évolution sociale obéit à des lois déterminées et connues que rien ne peut transgresser, le marxisme enlève théoriquement toute valeur à l'initiative et brise le goût de la lutte. Heureusement, l'ensemble du prolétariat ignore le marxisme. Quant aux mili-

tants qui s'en réclament, ils s'aperçoivent d'instinct de la non-valeur de leur doctrine comme levier d'action, aussi, pour toucher les travailleurs, s'empressent-ils de faire appel aux sentiments, et employent la psychologie la plus adroite et parfois la moins scrupuleuse.

En dernière analyse, il restera aux marxistes la ressource de nous interroger plus avant sur la pensée, l'intelligence, la volonté, etc. Nous n'avons aucune honte à ne pouvoir satisfaire leur avidité absolue. Forts de notre attitude de réserve réfléchie, investigatrice et prudente, les marxistes en prendront peut-être avantage pour vanter la supériorité de leur doctrine et arboreront une superbe assurance, non sans dissimuler leur pitié pour les pitoyables rêveurs, esclaves de « vieilles grues métaphysiques ». Langage peu scientifique, dialectique à bout de moyens.

Et si l'on nous fait grief des éléments d'incertitude qui subsistent en nous, nous supporterons allègrement ce reproche, sans envier ceux qui, pour les besoins de leur complexion intellectuelle, transforment des hypothèses en dogmes et prétendent les imposer.

LES CONCLUSIONS PRATIQUES DU MARXISME

Les conclusions marxistes aboutissent à un ensemble de prédictions prévoyant la disparition du capitalisme dans un délai plus ou moins rapproché.

Mais cette condamnation formelle du régime se garde bien de faire intervenir tout autre élément que l'économique et se proclame pompeusement « une condamnation historique. ».

A vrai dire, point n'est besoin d'avoir pali sur des monceaux de littérature marxiste pour croire tout bonnement que les régimes capitalistes actuels ne sont pas plus éternels et immuables qu'autre chose et qu'un jour ils ne seront plus. Mais, fidèles à leur système, les marxistes ne se contentent point d'une volonté de lutte. Ils ne veulent laisser aucune place à l'imprévisible et au jeu des facultés humaines. Ils

prétendent, à l'aide de leur fameuse méthode déterministe économique, PROUVER, d'une manière inattaquable et mathématique, comment le capitalisme DOIT historiquement disparaître. C'est ce que les marxistes appellent le « processus de décomposition », ou mieux, « l'évolution catastrophique du capitalisme ».

Bornons-nous à en extraire l'essentiel, sous forme de propositions :

Le capitalisme, en se développant, se concentre de plus en plus ; le capital finit ainsi par être centralisé entre les mains d'une infime minorité.

Dans cette course effrénée, le petit capital et les classes intermédiaires se trouvent fatalement éliminés et rejetés dans le prolétariat. Selon Marx, la loi inéluctable du capitalisme exige qu'il abaisse constamment le salaire réel, en conséquence la vie du prolétariat doit devenir économiquement et graduellement inférieure.

A un certain moment il n'y aura donc en présence que cette infime minorité, maîtresse de tout, devant l'immense majorité ne possédant rien. Celle-ci ayant acquis une « conscience de classe », organisée dans les partis à base marxiste, donnera le coup d'épaule final à l'édifice, et le règne du prolétariat commencera.

Là s'arrête l'oracle marxiste. D'aucuns pensent qu'il n'eût pas dû s'arrêter en si bon chemin et livrer quelques précieuses prophéties concernant la période constructive du socialisme... Quand les formes sociales actuelles disparaîtront, quand le capitalisme sera mort, nos neveux ne manqueront pas de profonds économistes pour leur démontrer comment et pourquoi cela devait arriver... Revenons-en à l'heure présente.

Ce qui importe aux socialistes d'aujourd'hui, c'est de bien connaître les facteurs en présence et, enrichis de l'expérience, déterminer les meilleures méthodes de lutte contre ce qu'ils considèrent comme inique et absurde pour le remplacer par ce qu'ils estiment juste et nécessaire.

***

Tout en n'accordant aux prophéties marxistes que leur juste importance, nous devons cependant souligner qu'à l'expérience elles se sont, dans l'ensemble, révélées fausses.

Il est inexact qu'en se développant le capitalisme se soit centralisé. Sans doute par l'entremise de cartels, groupes financiers, etc., le capitalisme tend à une organisation plus rationnelle, mais le capital se décentralise et devient de plus en plus anonyme par la constitution en sociétés par actions des moyennes et grandes entreprises. A ce propos, remarquons que, dans ses théories sur les mouvements du capital. Marx n'a pas suffisamment tenu compte (cela était peu développé à son époque) de la spéculation et du jeu effréné que permettent le système boursier et les pratiques modernes du crédit, procédés qui entrent pour une part immense dans le mouvement des fortunes d'aujourd'hui, et dont les règles déroutent les économistes les plus savants.

Il est inexact que les classes dites moyennes aient disparu ou soient en voie de disparition par le développement de l'économie capitaliste. Les petits commerçants, boutiquiers, artisans, paysans (propriétaires, fermiers, métayers), employés, fonctionnaires, représentants de professions libérales, artistes, techniciens, etc., etc., constituent, dans nombre de pays, une masse numériquement supérieure au prolétariat compris dans le sens « ouvrier ». Ce dernier terme lui-même devient singulièrement élastique et la conception simpliste de la « lutte de classe » peut amener à des anomalies bizarres. C'est ainsi que l'ouvrier chinois est le frère de classe de l'ouvrier américain qui gagne huit ou dix fois davantage. Par contre, le petit paysan ou boutiquier, se débattant contre la ruine, serait « l'ennemi de classe » du maître d'école ou du chef de gare, dont la situation matérielle est bien souvent meilleure. Le propre du capitalisme fut précisément de multiplier, plus qu'aucun autre régime, les catégories économiques et sociales.

Il est inexact que le capitalisme doive nécessairement abaisser les salaires. Il peut aussi faire le contraire, et il le fit parfois.

Les rigides prédictions marxistes s'appliquent le plus souvent à faux sur le capitalisme parce que ce dernier est doué de la plus grande souplesse. C'est précisément cette qualité qui rend ce régime le plus résistant et le plus difficile à abattre.

Soulignons enfin, que devant la crise désastreuse que le capitalisme traverse actuellement (et dont il mourra peut-être) les économistes marxistes se montrent tout aussi désorientés que les économistes bourgeois. Toute leur science leur permet d'enregistrer les faits, d'accabler le capitalisme de malédictions et de lui prédire les pires calamités.

C'est un assez maigre résultat, mais le marxisme, pareillement à la plus belle fille, ne donne que ce qu'il peut. Car l'insuffisance du marxisme ne réside pas tant dans les aléas de ses explications et prévisions que dans son ignorance ou son mépris des réalités, dès l'instant qu'elles échappent à sa compétence, ou ne rentrent pas dans les cadres de son système..

Toutes les erreurs de sa philosophie se démontrent ici nettement. En étudiant les problèmes révolutionnaires, les marxistes tiennent rigoureusement compte de tous les facteurs qui y interviennent, sauf des hommes qui doivent faire cette révolution.

Dans la meilleure des hypothèses, il ne subsiste du marxisme qu'une méthode d'examen historique. Comme tout système, il permet de tout y ramener, mais il se limite, en définitive, à une explication du capitalisme et à des prédictions concernant sa fin. *A la mort du capitalisme, le marxisme disparaît avec lui.*

C'est pourquoi le marxisme n'a aucune valeur permanente et constructive ; son rôle historique se sera borné à prononcer l'oraison funèbre de la bourgeoisie.

Tout ceci n'est du reste qu'une brève mise au point ; ce n'est pas l'essentiel de nos reproches. Nous songeons plutôt à la transposition des erreurs générales du marxisme dans le domaine de la lutte sociale.

Sans détour, nous accusons cette doctrine et ce mouve-

ment d'avoir faussé le sens des réalités, d'avoir entraîné le socialisme vers une déformation, trahissant les intérêts du prolétariat et de l'humanité.

LA DEVIATION AUTORITAIRE DU SOCIALISME

Théoriquement, les particularités du marxisme ne touchent donc en rien aux conclusions générales du socialisme, à savoir la suppression de l'exploitation de l'homme, parallèlement à la disparition de l'autorité politique, du pouvoir d'Etat.

Toutefois, dans la pratique, la machinerie théorique de Marx se traduisit logiquement par la plus sommaire des tactiques.

Ne s'embarrassant d'aucune considération morale et psychologique, se souciant peu d'idéalisme, s'en remettant à ce personnage tout à fait imaginaire appelé « l'Histoire », Marx et ses adeptes n'avaient aucune crainte concernant l'évolution du mouvement social. A part les inconvénients inhérents à toute bataille, celle-ci ne pouvait aboutir qu'au triomphe du prolétariat. Les voies et moyens qu'il empruntait importaient donc peu et l'on s'arrêta aux plus simplistes.

« Puisque l'Etat est le pouvoir, il suffit de s'en emparer et employer sa toute puissance pour construire et imposer le socialisme ».

Du coup, toutes les conclusions libertaires et essentielles du socialisme furent reléguées dans les derniers rayons de bibliothèques. Elles furent considérées comme l'idéal lointain des générations futures, tellement lointain que les marxistes ne tardèrent pas à le perdre de vue, à l'oublier, et, pour les plus ignorants, à le nier.

Cette attitude paradoxale explique les ahurissantes contradictions qui se rencontrent chez les théoriciens autoritaires. Nous ne pouvons mieux faire, à ce propos, qu'en citant un texte, le premier en date et en importance, extrait du manifeste de Marx-Engels, 1847 :

« Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe régnante, et comme classe régnante détruit violemment les anciens rapports de production, il détruit, en même temps que ces rapports de production, les conditions d'existence de l'antagonisme de classe, il détruit les classes en général et, par là, sa propre domination comme classe ».

Ce texte est, en somme, très peu précis. Il est question de « classe régnante », sans définir aucunement la forme politique de ce règne. Il en ressortirait, au sujet du pouvoir politique, qu'il faut s'en emparer, s'en servir et le détruire. Mais, pareillement à un verset biblique, il y a plusieurs manières de l'interpréter et de le compléter, et l'on ne s'en fit pas faute.

Nous donnerons cependant notre interprétation et un bref commentaire de ce texte, parce qu'il résume parfaitement la pensée de Marx sur le pouvoir politique, c'est-à-dire sur l'Etat, et explique toute sa politique militante. Cet extrait de Marx est également un exemple typique de sa dialectique prétendue matérialiste, qui n'est, en définitive, que la plus confuse et dangereuse des métaphysiques.

Marx dénonce l'Etat comme l'organe d'autorité qui sanctionne et défend les formes d'exploitation économique et la domination de classe. En logicien rigide et abstrait, Marx conclut : Donc en supprimant l'exploitation économique et la domination de classe, l'Etat FINIT par disparaître, faute de raison de subsister. Mais qui va se charger de détruire l'exploitation économique et les rapports de classe ? l'Etat, au service du prolétariat!... (?)

L'Etat a donc, pour Marx, deux aspects, deux faces, deux rôles historiques, diamétralement opposés. D'une part, Marx ne cesse de répéter que l'Etat est uniquement un instrument de domination et d'exploitation. Mais du jour où ce même Etat sera entre les mains du prolétariat, il pourra cesser d'être un instrument de domination et d'exploitation, il deviendra inoffensif, et, comme le dit plus tard Engels : mourra en s'endormant.

Pour Marx, l'Etat est une institution n'ayant ni vie ni pou-

voir propre ; il n'est qu'un reflet, une conséquence de la domination de classe. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter davantage au sujet de l'Etat, dès l'instant que la domination de classe est abattue.

C'est là que git toute l'erreur marxiste. L'Etat en lui-même et par lui-même constitue une oppression sociale. Il engendre et développe l'exploitation et crée, pour terminer, de nouvelles dominations de classes ou de castes. C'est ce que nous démontrerons en confrontant l'étatisme marxiste avec la raison et les faits.

A vrai dire, jamais les marxistes ne prétendirent que la forme étatiste est la forme politique du socialisme. Dans toute controverse à ce sujet, ils reconnaissent dans l'Etat une contradiction du socialisme, mais l'admettent comme un mal nécessaire... transitoirement. Ils entendent par là qu'après avoir balayé les survivances du capitalisme et imposé une structure économique socialiste, le pouvoir d'Etat, n'ayant plus de raison d'être, abdiquera, disparaîtra.

Que l'Etat soit susceptible de réaliser la partie constructive de ce programme, nous en reparlerons à propos de l'expérience russe. Quant à croire que l'Etat pourra se fondre et disparaître de sa propre initiative, c'est là une illusion qui démontre une incompréhension totale de la nature de l'Etat.

Il nous plaît de combattre premièrement cette illusion avec une arme chère à nos adversaires : La fameuse formule néo-Hegelienne; à savoir qu'une chose ne disparaît pas d'elle-même, mais est détruite par une force opposée (l'antithèse). Comment peut-on alors justifier que l'Etat, la plus puissante institution sociale, échapperait à cette loi ?

Nous voudrions aussi qu'on nous fournisse un seul exemple historique. Où et quand a-t-on vu un Etat disparaître volontairement?

Abandonnons cependant le terrain spéculatif pour nous placer devant le fait.

La première conséquence de la constitution du pouvoir est d'intéresser les individus qui l'exercent à le garder. En effet, ils l'exercent parce qu'ils l'estiment juste et nécessaire; mais,

d'autre part, et c'est là le tragique, par le fait même de leur pouvoir, ils ont la possibilité d'écarter et d'écraser tout ce qui s'oppose à leurs idées, leurs intérêts, leurs décisions. Ensuite, l'existence de cette fraction gouvernementale implique la nécessité de toute une organisation bureaucratique et fonctionnariste dont l'intérêt est lié à l'état de chose régnant. Enfin, pour s'assurer des bases, elle s'appuiera sur un parti, lequel, réciproquement, sera soutenu par tout le poids de l'autorité supérieure et centrale.

Ainsi se forme un ensemble d'intérêts et d'institutions de tout ordre qui ne puisent pas leur force dans la volonté prolétarienne librement exprimée, mais se développent en dehors et au-dessus du prolétariat.

Pour que les détenteurs du pouvoir d'Etat abandonnent leurs privilèges et, à plus forte raison, pour qu'ils en entreprennent eux-mêmes la destruction, il leur faudrait être convaincus de leur inutilité, voire de leur nocivité. L'attente de leur bon vouloir apparaît comme un non-sens. Espérer convaincre les chefs d'Etat et leur séquelle d'avoir à disparaître, est aussi vain que de vouloir persuader les capitalistes à se dépouiller. En préconisant de telles méthodes, les autoritaires rejoignent les utopistes les plus candides.

Nous savons déjà que les marxistes conséquents font fi de tout facteur psychologique et ne comptent sur la bonne volonté de qui que ce soit. Ils envisagent la disparition de l'Etat de par la fatalité historique. C'est elle aussi qui leur fait considérer sa reconstruction comme inévitable et indispensable, reconnaissant par ailleurs que le régime ainsi institué n'est pas le socialisme, mais tout au plus le capitalisme d'Etat.

Celui-ci nous est présenté comme le régime transitoire conduisant au socialisme. C'est sur cette transition que porte l'essentiel du débat et sur laquelle nous avons cherché des éclaircissements. Il est à remarquer que la littérature autoritaire, si prolifique, est singulièrement réservée sur le passage du capitalisme d'Etat au socialisme réel. Jamais on ne nous a dit de quelle façon s'évanouirait l'Etat. Lorsqu'ils font al-

lusion à cette phase, la plus importante de l'édification socialiste, les théoriciens marxistes restent dans les généralités les plus vagues, les contradictions les plus flagrantes ou les lieux communs les plus vides, et nous aurons l'occasion d'en donner des aperçus.

Il reste néanmoins qu'en présentant l'étatisme comme le chemin du socialisme, les marxistes ont commis la plus grande escroquerie morale dont le prolétariat ait été victime.

L'OPPOSITION LIBERTAIRE

Il était inévitable que cette déformation du socialisme provoquât une réaction des éléments ayant échappé à l'influence marxiste.

La formation du mouvement socialiste est fort confuse. Si ses origines remontent à la révolution française, ses débuts, en tant que mouvement organisé, agissant sur les masses ouvrières, se situent vers le milieu du XIXe siècle, époque à laquelle eurent lieu les premières tentatives de groupement international. Retracer les avatars et vicissitudes que subirent ces organisations nécessiterait des volumes, qui, d'ailleurs, existent. Notre intention n'est pas de les récrire, non plus de réveiller de vieilles polémiques personnelles.

Toutefois, il est un nom qu'on ne peut s'empêcher d'évoquer en rappelant le grand conflit, qui dure encore, et dressa face à face autoritaires et libertaires. Michel Bakounine, l'aîné de Marx de quelques années, fut une personnalité tout aussi puissante. Cependant, la diversité de leur tempérament, de leur pensée et de leur œuvre est telle, qu'on ne peut vouloir les situer sur un plan identique. Marx fut avant tout un théoricien, Bakounine homme d'action.

C'est pourquoi on ne peut songer à opposer à l'espèce d'encyclopédie économique qu'établit « das Kapitaal » une semblable tentative émanant de Bakounine. Expulsé de la plupart des pays d'Europe, condamné à mort par trois gouvernements, enfermé durant neuf années dans les cachots d'une forteresse russe, puis exilé en Sibérie, il réussit une évasion

qui lui fit faire le tour du monde. Rentré en Europe, il se précipite partout où l'émeute surgit et ne s'arrête que le corps brisé. Bakounine meurt à 62 ans, six années avant Marx ; son œuvre réside autant dans sa vie que dans ses écrits.

Si nous nous arrêtons un instant sur la vie de cet homme, ce n'est certes point par idolâtrie, ni par fidélité à toutes ses opinions. Il n'y a pas de Bakouninisme au sens propre du mot, rien n'est plus éloigné de Bakounine qu'un système. Il reste néanmoins *un symbole*, que nous saluons et défendons. Nous le défendons d'abord contre l'ordure, qui ne lui fut pas ménagée de son vivant et que certains valets de plume n'hésitent pas à employer aujourd'hui encore. Ces individus se recrutent même parmi certaine « extrême-gauche » et c'est tant pis pour elle.

Bakounine, nous l'avons dit, n'opposa pas au système marxiste un dogmatisme contradictoire sur certains points, au contraire, il marqua son accord, mais il est profondément anti-marxiste par sa tournure d'esprit, son tempérament et sa morale. Un de ses mots éclaire parfaitement les choses. Tout en rendant justice à la valeur intellectuelle de son adversaire, Bakounine déclare : « *Marx n'a pas le sens de la liberté, des pieds à la tête c'est un autoritaire* ». Il avait lui, Bakounine le sens de la liberté. C'est dire qu'il avait une conception des réalités totalement différente de celle de Marx. Il est profondément rebelle à la notion de fatalisme que dégage l'œuvre marxiste. Il croit en l'homme, à l'action, à la valeur de la révolte. Ces considérations générales expliquent comment Marx et Bakounine furent un moment les champions de deux conceptions différentes du socialisme.

Que la libération des travailleurs soit assurée, certes Bakounine l'espérait, mais il n'en conclut pas que le plus grand levier de cet avènement était les contradictions capitalistes, mais bien la lutte ardente. Il ne niait pas l'importance de l'éducation de la culture et de la théorie, mais il était également convaincu qu'aucune force au monde n'est capable de réaliser le socialisme en dehors de la volonté et de la capa-

cité révolutionnaires. Tout ce qui tend à briser, endiguer, détourner cela, est pour lui l'ennemi.

Pour Bakounine, la liberté sociale n'était pas une conséquence lointaine et problématique du socialisme, mais en était absolument inséparable. L'égalité sans la liberté lui était inconcevable, l'une ne pouvait se développer que parallèlement à l'autre; bien plus, loin de considérer le pouvoir politique comme accessoire ou conséquence sans bases propres, il dénonçait l'Etat comme le premier ennemi, comme le fauteur de toutes les iniquités sociales.

*
* *

Les luttes qui accompagnèrent le début du mouvement socialiste se manifestèrent particulièrement au sein de la 1re Internationale. Au moment des premières querelles, la position du clan autoritaire n'était pas nette. Il n'osait se prononcer ouvertement pour le pouvoir d'Etat. Mais de part et d'autre, l'on sentit l'opposition irréductible des tendances.

La lutte fut longue et acharnée, nous en rapporterons seulement quelques traits essentiels.

C'est Marx qui rédigea, en 1864, le projet de statuts de la 1re Internationale. Loin de se déclarer franchement étatiste, il présenta ce texte qui fut accepté : *L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné.* »

- C'est là officiellement le texte français qui servit également pour la Belgique, la Suisse, l'Espagne, l'Italie. Malheureusement, à la suite de manœuvres obscures, des textes allemands et anglais comportèrent à un moment donné, quatre mots ajoutés « *en tant que moyen* » et devenait donc : « *L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné en tant que moyen* ». La chose était d'importance, car elle portait sur le point sensible, ouvrait la porte à la confusion et aux discussions.

L'on arriva ainsi au congrès de Londres 1871, où les autoritaires marxistes manœuvrèrent de telle sorte, qu'ils firent admettre une résolution disant entre autres « *que cette organisation du prolétariat en parti politique est nécessaire pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final* ». Tout en paraissant inoffensive, cette formule démasque déjà le jeu, montre où l'on veut en arriver et creuse plus profondément le fossé entre les deux camps, qui luttent ouvertement.

Enfin, l'année suivante, en 1872, a lieu un nouveau congrès auquel Marx assiste personnellement, en l'absence de Bakounine. Cette fois les autoritaires abattent leurs cartes et, par des moyens sur lesquels nous n'insisterons pas, triomphent en faisant enregistrer une résolution qui déclare textuellement : « *La conquête du pouvoir politique est le grand devoir du prolétariat* ». Ensuite, sur le rapport d'une commission « spéciale » l'on procéda à l'exclusion de Bakounine et de ses amis (parmi lesquels James Guillaume), c'est-à-dire des anti-étatistes.

Comme apothéose, sur la proposition d'Engels, ce congrès, remarquable à plus d'un titre, décida le transfert de la résidence du conseil général à New-York ? !... Ceci n'était qu'un expédient pour échapper à la réprobation agissante du plus grand nombre des sections de l'Internationale. Après la comédie, c'était la chute du rideau, chute définitive, car ce fut le dernier congrès. En 1876, ce fameux conseil général, réfugié en Amérique, publia un avis confirmant officiellement la mort de la 1re Internationale.

L'on voit par ce résumé que la transformation du socialisme ne se fit pas sans peine ; les trois textes cités indiquent le processus de la manœuvre. Elle fut d'ailleurs le fait d'hommes représentant, dans une mesure plus que relative, les travailleurs du monde, et ne découragea pas la fraction restée fidèle au socialisme conséquent. Mais suivons quelque temps encore les autoritaires sur le chemin de leurs conquêtes.

LE CHEMIN DU POUVOIR POLITIQUE ET SES MISERES

Ainsi donc, à travers d'habiles manœuvres et grâce à une déformation systématique des bases du socialisme, on parvint à mettre sur pied une doctrine et un mouvement socialiste autoritaires, ayant essentiellement pour programme : la conquête du pouvoir politique par tous les moyens.

Il n'y a pas lieu de s'étonner, à voir s'abattre sur ces mouvements, quantité d'éléments, à la foi socialiste suspecte, mais qui se sentaient particulièrement doués pour exercer le rôle de chef, car, pour conquérir le pouvoir politique, il faut de toute évidence des chefs. Ainsi se formèrent ces partis, hiérarchisés où l'impulsion ne vient pas de la base, mais où les ordres viennent d'en haut.

Tel fut le premier résultat de cet « autoritarisme ».

Une fois admis ces principes et méthodes, il n'y avait aucune raison de s'arrêter en chemin. Ces politiciens en arrivèrent très vite à accepter que déjà en régime capitaliste il était très légitime de pénétrer dans ses institutions sous prétexte d'avoir un pied dans la place, d'influencer, d'apprendre, de contrôler, de combattre, etc. Ainsi ils s'engagèrent dans la voie lamentable du parlementarisme.

A ce propos encore ils se heurtèrent à des oppositions. Les plus sincères s'effrayaient devant les compromissions et les déchéances qu'allait entraîner l'électoralisme, mais rien n'y fit; l'appât du pouvoir, même en partage avec les capitalistes, était trop fort. Nous ne résistons pas au désir de citer un homme très réputé dans le clan des politiciens étatistes. Il s'agit de Kautsky, une autorité du socialisme allemand. Dans son livre « *Parlementarisme et socialisme* », écrit spécialement pour balayer les derniers remords des anti-parlementaristes, après avoir attaqué par tous les moyens le principe de législation directe, Kautsky dit :

« Nous, Allemands et Autrichiens, nous avons autre chose à faire. Nous avons à livrer une grande bataille contre le militarisme et l'absolutisme, le poids de la lutte retombe presque tout entier sur la social-démocratie. La bourgeoisie a depuis longtemps cessé de voir dans le parlement, l'instrument prédestiné de sa domination de classe. Elle sent qu'il est impossible d'en tenir éloigné le prolétariat. Elle reconnaît que l'heure est proche où le prolétariat conquerra en Autriche le suffrage universel, le parlement. Elle comprend qu'elle est perdue si le parlementarisme devenait une vérité

On pouvait croire que la lutte du prolétariat pour la domination politique prendrait la forme d'une lutte pour la destruction du parlementarisme. Aujourd'hui il apparaît chaque jour davantage que cette lutte, au moins dans l'Est de l'Europe, est une lutte pour le parlementarisme contre le militarisme et l'absolutisme.

Ceci indique donc une nouvelle étape (elles sont innombrables dans la voie du socialisme autoritaire). On ne considère plus le parlementarisme comme une institution liée au capitalisme, et dont on se sert, au pis-aller, comme moyen de destruction, mais bien comme la voie naturelle et triomphale du socialisme. C'est du reste bien ainsi que le comprirent les partis socialistes, et non seulement dans l'Est de l'Europe.

Cette forme de lutte impliquait nécessairement *le réformisme* dans lequel s'enlisa ce que le socialisme autoritaire pouvait garder de viril. Personne ne songe à nier la valeur relative de certaines réformes, loi des huit heures, instruction gratuite, etc., mais les réformes ne sont jamais que des avantages secondaires arrachés au capitalisme; elles n'ont de valeur que pour placer le prolétariat dans de meilleures conditions de combat contre l'autorité capitaliste et pour l'abattre. Il est bien évident que le capitalisme ne permettra jamais que l'on touche à ses intérêts vitaux, sans se défendre par tous les moyens, y compris une révolution de droite, genre fascisme.

Or le propre du réformisme est de considérer les réformes comme des buts, en espérant transformer la société sans sor-

tir de la légalité. L'on connaît les résultats de cette politique; le socialisme fut entraîné dans des déviations invraisemblables.

Dans le but d'élargir à tout prix le recrutement des chefs, l'influence politique et la clientèle électorale, il y eut parmi ces socialistes une véritable surenchère de reniements et de trahisons. Les exemples les plus typiques se rencontrent en France où, de bonne heure, les Millerand et tant d'autres présentèrent un socialisme qui n'en avait plus que le nom. Pour se distinguer des groupements rivaux, certains prirent le nom de radicaux-socialistes, républicains-socialistes, etc., mais à vrai dire leur qualité n'est guère inférieure à celle d'un Paul Boncour, membre du parti socialiste unifié (S.F.I.O.), auteur du plus abominable projet de défense nationale militariste qui fut jamais présenté dans un parlement. Pour tout dire, signalons qu'en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et ailleurs, il ne manque pas de hauts faits analogues à inscrire au tableau d'honneur du socialisme parlementaire.

***

Parallèlement à cette évolution de la lutte pour le pouvoir, se transformait officiellement la conception de l'Etat, ce mal transitoire nécessaire... !

Ici nous possédons un document, petit chef-d'œuvre du genre, dû à Emile Vandervelde, un des chefs de la 2e Internationale et grand chef du parti socialiste belge.

Vandervelde possède à un haut degré, un ensemble de qualités qui en font un des plus habiles politiciens de l'époque; aussi ne manqua-t-il pas de remarquer la confusion et l'équivoque marxiste à l'égard de la notion d'Etat. Voulant combler ces lacunes et en tirer profit, il écrivit un livre portant carrément pour titre « Le socialisme contre l'Etat ». A lire les citations déjà rapportées, on pourrait croire que l'ouvrage en question n'est qu'un réquisitoire anti-étatiste, mais un politicien n'a jamais dit son dernier mot, et laisse toujours les portes ouvertes. Jugez-en plutôt par ce qui suit :

« *Abolition de l'Etat, qu'est-ce à dire ?*

» *Si l'on prend certaines expressions à la lettre, il semble qu'en parlant de l'abolition de l'Etat, les marxistes prévoient le passage par une mutation plus ou moins brusque de la dictature prolétarienne à l'anarchie, à l'absence de gouvernement. Mais regardons-y de plus près...*

» *...Il importe donc de préciser et de dire une fois de plus que si, dans une société socialiste, l'Etat, organe d'autorité, voyait ses fonctions réduites au minimum, l'Etat, organe de gestion, continuerait à être le représentant des intérêts généraux de la communauté...*

» *Le tout est que cette action pour la conquête ou pour l'utilisation de l'Etat n'empêche point la lutte contre l'Etat en tant qu'organe de domination de classe...*

» *Aussi ne doit-on jamais perdre de vue que, même si les principales industries venaient à être incorporées dans le domaine collectif, le régime de l'avenir resterait à créer, par la tranformation de l'Etat, et que ce régime ne pourra être créé que par un prolétariat militant, combatif, pénétré jusqu'aux moëlles de l'injustice des conditions sociales actuelles et résolu à conquérir de haute lutte le bien-être et la liberté.* »

Tout au long de son livre, Vandervelde reste dans la tradition marxiste devant l'Etat, il souffle le chaud et le froid avec la même aisance. L'on peut cependant résumer sa pensée comme suit : Il faut s'emparer de l'Etat et le transformer en organe de gestion. Malheureusement, Vandervelde n'explique pas du tout ce que c'est que l'Etat sans autorité politique. Autant vaudrait tenter la quadrature du cercle. Pareilles formules ne sont que des paradoxes démagogiques. Nous renvoyons l'auteur à son maître Marx qui répéta avec insistance que l'Etat ne peut être autre chose qu'un organe de domination économique et politique. Il n'y a qu'une chose que Vandervelde sait positivement bien : il faut s'emparer de l'Etat, pour le reste, il s'en remet au « prolétariat pénétré jusqu'aux moëlles », etc...

C'est toujours la même dérobade devant l'obstacle, et l'ouvrage de Vandervelde n'a, en définitive, d'autre but que de

justifier indirectement les pires pratiques réformistes et nationalistes. Ce livre fut du reste rédigé durant la guerre 1914-18 pendant que son auteur, membre du gouvernement belge, se livrait, à l'arrière des tranchées, à des tournées de propagande pour encourager les soldats à aller « jusqu'au bout ».

*
* *

Mais l'on devait aller plus loin encore dans la voie des reniements. Jusqu'à la guerre, l'action socialiste par rapport à l'Etat, ne consistait qu'en une participation au parlementarisme. Depuis, nous avons assisté à cette chose effarante :

Des mandataires socialistes participer à l'exercice du gouvernement en régime capitaliste. Bien mieux, l'Angleterre posséda un gouvernement exclusivement socialiste. Et les parias de l'Inde furent mitraillés et pendus par les agents du gouvernement travailliste de l'Empire Britannique.

Karl Marx considérait l'Angleterre comme terre promise aux premières réalisations socialistes, nous ne croyons pas que c'est ainsi qu'il l'entendait. Ces tristes résultats sont pourtant en grande partie redevables au mots d'ordre de conquête du pouvoir politique qu'il lança si vigoureusement.

LE MARXISME BOLCHEVISTE OU LENINISME

Quand ces lignes tomberont sous les yeux d'un adepte du bolchévisme, il ne manquera pas d'applaudir à plusieurs de ces dures vérités et de se sentir innocent des turpitudes ci-dessus dénoncées. En effet, depuis la guerre et la révolution russe, les socialistes autoritaires se trouvent partagés en deux clans de frères ennemis; les réformistes de la 2e et les révolutionnaires de la 3e Internationale. Cependant, à les considérer objectivement, ils apparaissent beaucoup plus frères et beaucoup moins ennemis qu'ils ne le disent.

On sait que la 3e Internationale se réclame théoriquement

du plus pur marxisme, et que le rédacteur de ses bases idéologiques particulières fut Lénine.

Lénine avait en réalité pénétré très avant l'œuvre et la pensée de Marx; d'autre part, sa réelle culture sociologique lui permettait d'avoir, du socialisme, une idée plus générale et plus vraie que celle de ses succédanés et commentateurs à la Boukharine, dont l'étroitesse de vue est remarquable. Enfin, n'étant pas corrompu par les pratiques parlementaristes et platement réformistes de ses confrères d'occident, Lénine sut garder, du moins jusqu'à la veille de la révolution de 1917, une compréhension nette de l'essence du socialisme et de ses buts.

C'est aux heures les plus sombres de la guerre et les plus tragiques de sa vie, à la veille des journées d'octobre, que Lénine écrivit son œuvre capitale, «*L'Etat et la révolution* », qu'il voulait primitivement appeler « *Le marxisme et l'Etat* ».

La pensée-mère de son livre, celle qui le poussa, dans des conjonctures aussi graves, à faire œuvre de théoricien, est celle-ci: La guerre a démontré, d'une manière générale, l'incapacité des socialistes, étalé leur effroyable corruption, provoqué leur complète trahison. A quelle cause faut-il attribuer ces phénomènes ? Quel peut être, indépendamment des lâchetés individuelles, la faute initiale de principe ? Elle réside suivant Lénine dans une appréciation et une activité radicalement fausses vis-à-vis de l'Etat.

Il est tout à fait significatif et amusant de rappeler qu'au même moment, Vandervelde écrivait ou avait déjà terminé son « Socialisme contre l'Etat » qui, sous une forme peut-être moins vigoureuse que « L'Etat et la révolution », examine les mêmes problèmes, sous la même égide de Marx-Engels, et apporte des conclusions théoriques identiques. Mais cédons la parole à Lénine :

« *Ce courant socialiste en paroles, mais chauvin en action, se caractérise par une adaptation basse et servile des « chefs socialistes » aux intérêts, non seulement de leur propre bourgeoisie nationale, mais de leur propre Etat...*

» *...La lutte des masses laborieuses pour s'arracher à l'in-*

fluence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'Etat ». (Avant-propos de Lénine pour son livre — août 1917).

Venons-en à l'œuvre proprement dite ; le premier chapitre porte en sous-titre : « *L'Etat est un produit de l'antagonisme irréconciliable des classes* ». A l'aide de longs extraits de Marx et Engels, Lénine reprend la démonstration de cette vérité première, à savoir : que l'Etat ne peut être qu'un instrument de domination de classe et, par conséquent, inconciliable avec le socialisme. Jusque là, on ne nous apprend rien de neuf, et tout a le mérite d'être clair.

Lénine sait trop combien ces vérités de base ont été déformées, reniées, trahies, pour ne pas y insister. Il les pousse parfois jusqu'à leurs ultimes conclusions et n'hésite pas à déclarer : « *Sur la suppression de l'Etat comme but, nous sommes complètement d'accord avec les anarchistes* ». Ce qui ne l'empêche nullement, dans ses conclusions pratiques, de sombrer dans la même confusion que ses prédécesseurs autoritaires. Toutefois, son originalité consiste à présenter les mêmes erreurs, sous une forme et une terminologie quelque peu différentes, que nous allons brièvement observer.

Se plaçant à un point de vue exclusivement révolutionnaire, Lénine, après s'être élevé avec rage contre ceux qu'il appelle traîtres et rénégats se compromettant avec l'Etat capitaliste, conclut à sa destruction complète par la révolution sociale. Cette besogne primordiale accomplie, que faut-il faire ?

Lénine commence par appeler à son secours, son éternel Engels, qui déclare quelque part dans l'« Anti-Duhring » : « *Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. L'intervention de l'Etat dans les affaires sociales, devient superflue sur un terrain après l'autre et S'ENDORT ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'Etat n'est pas aboli, IL MEURT.* »

Tout le reste de l'œuvre de Lénine n'est qu'un développement de cette thèse.

Cependant, après avoir dit tant de mal de l'Etat, Lénine n'ose d'emblée préconiser franchement sa reconstruction, et c'est alors, qu'à l'aide de la plus subtile dialectique, il s'efforce de présenter la chose sans le nom. Engels, qu'il évoque encore, s'était de son temps adroitement tiré d'affaire en disant dans une lettre à Bebel : *Les anarchistes nous ont déjà suffisamment cassé la tête avec « l'Etat Populaire » bien que déjà l'écrit de Marx contre Proudhon et après cela le manifeste communiste disent expressément qu'à l'avènement de l'ordre socialiste, l'Etat se dissoudra de lui-même et disparaîtra....*

...Nous proposerions donc de remplacer partout l'expression « Etat » par « Gemeinweisen », un bon vieux mot allemand dont le sens équivaut en français à celui de « Communes ».

Mais la langue russe ne possède pas ce mot, et Lénine se plaint de son embarras. Enfin, il s'arrête à la vieille formule de Marx « LA DICTATURE DU PROLETARIAT ».

Quand on cherche à savoir ce que Lénine entend par «dictature du prolétariat », on trouve des explications comme celle-ci : « *Tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat, personnifié lui-même par les ouvriers armés* ». Voilà ce que par ailleurs il appelle un « *demi Etat* ». On nous dit aussi complaisamment ce que cette dictature devra essayer de ne pas faire : ne pas trop payer ses fonctionnaires, éviter la bureaucratie, la hiérarchie, etc. Mais dans tout le livre, on ne nous dit jamais ce qu'elle est, c'est-à-dire ce qu'elle signifie en pratique, et, en définitive, ne peut consister qu'en ceci : GRACE A UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE, UNE FRACTION POLITIQUE S'EMPARE DU POUVOIR D'ETAT ET L'EXERCE DANS TOUTE SA RIGUEUR.

Un peu plus tard, lorsque ses formules s'expérimentaient

sur le peuple russe, Lénine déclara ouvertement dans « La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky » : *La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi* ».

Grâce à sa puissance absolue, cet Etat décrète et impose les bases du socialisme, cette tâche terminée, comme dans un ballet bien réglé, sa majesté l'Etat s'endort paisiblement et meurt, bercé par les chants d'allégresse du prolétariat libéré et triomphant. Si l'on trouve mon ironie déplacée, qu'on relise l'ouvrage de Lénine, mon explication vaut la sienne. Quand il confond et identifie l'Etat avec la volonté des ouvriers armés, on se demande s'il pêche par ignorance ou par duplicité et on ne sait ce qui serait le plus grave.

L'action des ouvriers armés consiste à détruire l'Etat capitaliste, cette lutte doit continuer jusqu'à ce qu'il soit anéanti. Cela s'appelle tout simplement *faire la révolution*. Celle-ci, victorieuse, détruit la domination de classe et son inséparable Etat; la question d'un nouvel Etat ne se pose pas. Suivant la dialectique léniniste, ce prolétariat vainqueur devrait se payer la fantaisie de le créer pour l'agrément très relatif et extrêmement dangereux de l'endormir et le tuer.

Mais Lénine, auquel nous rendons volontiers ce qui lui revient, était un autoritaire. A trois quarts de siècle de distance, on doit lui appliquer le mot de Bakounine sur Marx : « *Il n'a pas le sens de la liberté* ». Son livre dans l'acceptation la plus exacte des mots, est une tentative, un essai. Le point de départ était juste, nombre d'arguments sont de poids. Beaucoup de ceux-ci sont empruntés à l'anarchisme, qu'il défend parfois contre l'appétit et les insultes des rénégats étatistes. Lenine est cependant incapable d'aller jusqu'au bout de ses conclusions. Il hait et craint l'Etat et ne peut se résoudre à le rejeter, il le reprend, le transforme, l'appelle un « demi Etat », voudrait bien l'appeler « Communes », fait quantité de réserves et de mises en garde, et finalement le garde bel et bien. Lui-même fut pris à son piège. La marche des événements allait donner l'occasion d'expérimenter ses formules, la dernière main était à peine mise à son livre que la dernière forme de l'Etat capitaliste bourgeois, personnifié par Kerensky, était écrasée par les ouvriers et paysans armés.

Lénine allait voir que l'Etat n'est pas une chose qui peut exister ou s'employer A DEMI, mais que c'est un monstre insatiable, qui dévore jusqu'à ceux qui l'ont créé.

*
* *

Tel quel cependant, l'« Etat et la révolution » a une valeur documentaire considérable, c'est le plus grand effort tenté pour préciser et éclaircir la position marxiste devant l'Etat.

N'ayant eu l'occasion de se vérifier dans l'expérience historique, les subtilités théoriques de Lénine apparurent très séduisantes à la plupart des révolutionnaires, y compris des anarchistes. On voulut y reconnaître une synthèse de Marx et Bakounine. Synthèse impossible de la liberté et de l'autorité, notions s'excluant réciproquement, illusion que la réalité allait brutalement démentir.

Car, s'il y a des manières réalistes de comprendre et appliquer la liberté sociale, il n'y a pas de système pour la compromettre avec l'autorité.

L'EXPERIENCE RUSSE

La forme sociale et la dénomination initiale de la Russie révolutionnaire furent : «République fédérative des Soviets de Russie ». C'est sous ce titre qu'elle apparut aux travailleurs du monde, comme le symbole de leur espérance et l'exemple à suivre.

On ne pourra jamais oublier que cette organisation sociale réalisa la grande œuvre, et la seule positivement acquise par la révolution russe : l'écrasement du pouvoir capitaliste et l'affirmation du mot d'ordre contenant toute l'idée socialiste : la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers. C'est elle également qui permit l'élan héroïque écrasant les tentatives d'étranglement de la réaction blanche.

Le soviétisme, dans son principe, est incontestablement

l'organisation la plus conforme aux intérêts des travailleurs. Il est l'ordre issu naturellement de leur volonté révolutionnaire. Pour la première fois dans l'histoire, les producteurs réels étaient maîtres de la société, les créateurs de toutes richesses allaient les gérer directement. On comprend la tâche formidable à laquelle dut faire face ce prolétariat vainqueur. Il s'y attela avec un esprit de sacrifice admirable.

Mais, il existait en Russie, comme ailleurs, des hommes nourris d'une conception plus ou moins précise du socialisme marxiste, et, comme tels, possédaient des idées arrêtées sur une méthode de direction. Toutefois la forme soviétique correspondait tellement à l'action révolutionnaire du prolétariat, qu'aucune fraction ou parti s'en réclamant, n'eut osé préconiser la reconstruction du pouvoir étatiste. Les autoritaires ne pouvaient cependant manquer d'œuvrer dans le sens de leurs méthodes. Ils le firent à travers diverses formules et tactiques que nous examinons à l'instant.

Le premier mot d'ordre autour duquel ils se groupèrent, fut celui de « dictature du prolétariat ». Il y avait bien là une impropriété de termes, car le pouvoir d'un prolétariat représentant environ 90 p.c. de la population et libéré par une révolution victorieuse, n'est pas une dictature. Et, de même que dans leurs premières luttes anti-libertaires, les autorités marxistes avaient une idée nette sur les termes qu'ils employaient et sur la manière de s'en servir, pour leur but éternel de conquête du pouvoir. Aussi ne tardèrent-ils pas à substituer, en doctrines et en fait, à la dictature du prolétariat, ce qu'ils appelèrent la « DICTATURE DE L'ELITE DU PROLETARIAT ».

La situation ainsi créée provoqua la méfiance des libertaires d'Occident et de Russie, mais dans l'ensemble, abusa l'immense majorité des travailleurs révolutionnaires. Bien entendu à cette théorie adhérèrent avec enthousiasme bien des arrivistes, ambitieux, mercantis et charlatans de la politique, qui virent là le moyen de satisfaire leurs penchants naturels. D'autre part, l'on peut affirmer que tous les individus prétendant être de l'Elite ne sont pas des imbéciles, mais que les parfaits imbéciles se rangent volontiers dans l'Elite.

Après cette réserve préliminaire, examinons quelque peu cette notion de l'Elite. A son sujet, deux choses sont certaines : 1° l'Elite existe; 2° elle ne peut se déterminer ni se délimiter.

Qu'une élite existe, cela n'a, nous semble-t-il, nul besoin d'être longuement démontré; elle procède de l'inégalité des capacités individuelles. Quant à tirer de celle-ci des conclusions ou des lois formelles au sujet des rapports sociaux, c'est impossible.

Remarquons qu'il ne s'agit pas de l'élite en général, car alors nous serions obligés de nous incliner devant le pire suppôt de la réaction, cultivé ou intelligent. Il s'agit de l'élite prolétarienne et révolutionnaire. Nous demandons alors sur quoi se baser pour la déterminer à coup sûr.

Sur des écrits ? L'exemple de la guerre est encore assez frais à la mémoire. Les écrits antimilitaristes des chefs socialistes constituaient une quantité de papier suffisante pour recouvrir quelques millions de cadavres de la « dernière ». Cela n'empêcha nullement ces mêmes antimilitaristes, à part quelques rares et méritoires exceptions, de trahir le socialisme jusqu'au bout...!

Sur des discours ? Inutile d'y insister.

Reste l'action. Ignore-t-on que dans la vie de beaucoup d'hommes, l'héroïsme le plus pur n'exclut par les bassesses les plus odieuses ? Personne n'a-t-il connu de jeunes hommes à citer comme modèles révolutionnaires, devenus sur le tard de parfaites nullités ou d'infâmes canailles ?

Enfin, si l'on nous présente un homme offrant les plus grandes garanties et que nous soyons obligés de reconnaître en lui un membre de l'élite révolutionnaire, ce sera jusqu'à preuve du contraire. Il ne suffit pas ici de déterminer l'élite, il faut encore prouver qu'elle le restera, car, ne l'oublions pas, suivant les autoritaires, il ne s'agit pas seulement de déterminer l'élite, mais de lui donner LE POUVOIR DICTATORIAL.

Si nous nous arrêtons un moment aux sophismes de cette dictature de l'élite, c'est en vue de dissiper les illusions de quelques travailleurs sincères. Il faut reconnaître que cette formule est habile; en réalité, les mouvements socialistes d'aujourd'hui, sont pour la plupart, dirigés par une minorité influente appelée élite ou plus souvent « Chefs ».

Un des buts essentiels du socialisme est précisément de changer cet état de choses. Au fur et à mesure que le prolétariat se développera suivant sa nature et ses destinées, les « hommes influents » se multiplieront jusqu'à ce que chaque travailleur exprime ses idées et sa volonté propres. Pour atteindre ce degré d'évolution, la dictature ne peut rien, sinon le reculer indéfiniment.

Il apparaît donc que, quelle que soit la valeur intellectuelle générale du prolétariat, le rôle des élites ne peut être que d'une part : influencer et éduquer les moins évolués, d'autre part : mettre leur capacité de gestion au service de la volonté et des intérêts généraux des travailleurs.

Nous n'ignorons pas que cette brève argumentation n'a guère de prise sur les aspirants dictateurs. Au moment où en Russie ils parlaient de dictature de l'Elite, cette formule servait simplement de paravent à leur volonté. On apprit ainsi à travers de multiples réticences et dénégations qu'on se trouvait en réalité devant la «DICTATURE DU PARTI COMMUNISTE », lequel s'adjugea une fois pour toutes le monopole de l'élite prolétarienne et considéra comme traîtres et falsificateurs ceux qui osaient le contester.

Le pouvoir d'Etat étant créé, le reste ne fut plus que le développement naturel du système. Nous avons dit à quelles nécessités implacables il est soumis, nous soulignons seulement que l'Etat bolchéviste n'échappa à aucune.

Comme le prédisaient Sorel et tous les anti-étatistes, l'Etat prolétarien (?) à peine instauré dirigea ses coups les plus durs contre les hérétiques, c'est-à-dire que, dès le début, les chefs politiques entreprirent l'écrasement de toute opposition; les anarchistes et syndicalistes en subirent les premiers effets, les socialistes d'autres tendances n'échappèrent pas

davantage. La censure la plus rigoureuse ne tarda pas à être appliquée à toute manifestation de la pensée présente ou passée. On interdit la réédition d'œuvres publiées librement dans la plupart des pays capitalistes, celles de Bakounine entre autres (actuellement des journaux communistes, organes de sections étrangères de la 3e Internationale sont parfois interdits en Russie par ordre du gouvernement).

Toutefois, les représentants attitrés du Bolchévisme mettent volontiers un aplomb imperturbable au service de l'inconscience la plus étonnante. En 1925, le nommé G. Zinnoviev éprouva le besoin d'écrire un livre sur « Le Léninisme », donnant ainsi une interprétation de l'interprétation de Marx par Lénine. Nous doutons cependant que le « Zinoviévisme » ait beaucoup d'avenir, mais en voici quelques morceaux choisis :

« *En général, la dictature du prolétariat, comme forme du pouvoir, comporte deux dangers. Le PREMIER consiste dans la tendance à laisser subsister trop longtemps la dictature, etc.....* »

Envisageant les moyens de parer à ces dangers, Zinoviev dit : « *Pour y arriver, il faut dès le début voir LE PREMIER danger, établir toutes nos tâches en fonction de la lutte pour la réalisation de la société sans classes, comprendre la nécessité de modifier les formes de la dictature, faire preuve de SOUPLESSE et de DOUCEUR...*

» *...La direction du prolétariat reste, sa dictature reste, hors de là pas de salut pour la révolution, mais les formes de la direction doivent devenir de plus en plus douces. Voilà ce qui a une importance particulière, maintenant que nous sommes entrés dans la seconde période de dictature prolétarienne et que le pays se relève économiquement* ».

Ceci fut donc écrit en 1925. Quelques mois après des discussions surgirent, là uniquement où l'on pouvait encore causer, c'est-à-dire dans le parti de la dictature, le P. C. Russe. Trotsky, l'organisateur de l'armée rouge, (alter ego de Lénine en prestige), s'en mêla. Après quelques simulacres de contradiction, lui et tous les discuteurs furent arrêtés, emprisonnés et exilés en masse, sans jugement, par l'entremise du

« Guépéou » (police politique) dont le pouvoir est absolu. Dans le calme des déserts de Sibérie et du Turkestan, les opposants peuvent interpréter à loisir les interprétations du « camarade » Zinoviev, concernant l'assouplissement de la dictature.

***

L'Etat prolétarien ne semble pas avoir suivi les prescriptions du prophète Engels. Il ne paraît pas considérer ses interventions dans les affaires sociales comme devenant « de plus en plus superflues ». Quant à s'endormir ? il ne déclare aucune fatigue et, à moins que le prolétariat russe ne se décide à le tuer, il vivra plus longtemps que le prestige d'Engels lui-même.

Tout au contraire, le pouvoir d'Etat bolchévique enlaça dans ses tentacules irrésistibles, les uns après les autres, tous les éléments de la vie économique et sociale, paralysant du même coup les facultés créatrices et les forces potentielles du prolétariat et empêchant ainsi l'éclosion des véritables élites. L'Etat, maître de tout, doit par le fait pourvoir à tout; l'abus engendre l'abus, chaque décret-loi, accentuant la dictature, écarte de plus en plus de la méthode socialiste.

Comme ils se rendent compte des résultats, et pour combattre les déceptions, les théoriciens patentés du gouvernement russe se retranchent derrière le « régime transitoire » qui doit construire les bases d'un socialisme futur. Ils tiennent le prolétariat en haleine et se dupent peut-être eux-mêmes avec l'électrification, la collectivisation des terres, le plan quinquennal et autres mots d'ordre présentés comme des mythes. Ils oublient ou n'ont jamais su que le socialisme ne se mesure pas à la capacité industrielle, au rythme de la production ou à la puissance économique, mais, avant tout, aux rapports économiques et sociaux des individus; au fonctionnement de la justice sociale suivant le socialisme.

L'autre excuse est celle des nécessités économiques et politiques. A ce propos nous dirons que, pour les Etats comme pour les individus, le plus souvent une chose est nécessaire pour autant qu'on l'admette comme telle. Pour les soldats russes, en 1917, il pouvait être tout aussi nécessaire d'obéir à leurs chefs et continuer la guerre que de se révolter et d'abattre leur propre gouvernement. Pour les gouvernements capitalistes, il est également nécessaire de supprimer les révolutionnaires. Et beaucoup de gens trouvent plus nécessaire de soigner leurs petites affaires que de s'occuper de socialisme. Pour organiser l'économie russe, il nous paraissait primordial de développer l'initiative et la capacité créatrice du prolétariat. Le gouvernement de Moscou estima nécessaire d'établir son plan et de l'imposer *coûte que coûte*.

Si l'on nous objecte qu'il est aisé de prêcher l'héroïsme aux autres, nous dirons que nous n'exigeons de personne plus que de nous-mêmes. Nous admettons qu'un individu se désintéresse du socialisme, mais alors nous n'admettons pas qu'il prétende le représenter. Si le gouvernement capitaliste d'Etat Russe désire faire ses affaires, obéir à ses nécessités ou raisons d'Etat, qu'il en accepte la responsabilité historique, mais qu'il ne prétende pas monopoliser le socialisme. A agir ainsi, il trompe le prolétariat mondial et menace de tuer en lui la foi dans le socialisme.

***

Avant de terminer ce chapitre, nous voulons tirer de l'expérience russe le plus grand enseignement qu'elle nous fournisse.

Nous avons vu que l'attitude marxiste autoritaire à l'égard de la notion d'Etat, tient dans la formule : « l'Etat est un produit de l'antagonisme irréconciliable des classes »; supprimez les classes, l'Etat meurt. Personne ne contestera que la révolution russe a écrasé le pouvoir de la classe bourgeoise. (Qu'il en soit resté des survivances idéologiques est ici sans importance). La bourgeoisie, comme puissance économique et politique de classe, n'existait plus. L'Etat prolétarien, cher à Lénine, était le maître absolu.

Or, nous observons cette conséquence la plus hautement significative ; au fur et à mesure que le pouvoir d'Etat se développe et s'affermit, les classes renaissent. Le pouvoir d'Etat, loin d'être une simple résultante de l'existence des classes, DEVIENT PRECISEMENT L'INSTITUTION QUI LES ENGENDRE.

Nous connaissions déjà les sept catégories de salaires et la charge écrasante représentée par la bureaucratie profiteuse et fainéante, mais le dernier ukase du gouvernement de Moscou ne permet plus de discuter cette affirmation. Staline, dans un discours mémorable, sanctionné par les autorités supérieures du gouvernement et du parti communiste, annonce franchement la mise en application du système capitaliste en ce qui concerne la direction et les rapports économiques. Après avoir évoqué, selon le rite, Marx et Engels, Staline déclare :

« *Donc le salaire ne peut être établi suivant le besoin, mais suivant le rendement....*

L'avant-garde de l'émulation socialiste, les dirigeants des brigades de chocs sont, en réalité, les précurseurs de l'essor économique, c'est une NOUVELLE COUCHE de la classe ouvrière, laquelle, de concert avec les camarades venant des écoles supérieures, formeront le noyau intellectuel de la classe ouvrière, le noyau de l'effectif dirigeant de notre industrie. Dans ce noyau on doit accorder la plus grande attention aux sans-parti et les mettre à des postes de commandement....

..... *Il faut passer de l'ADMINISTRATION collective à la DIRECTION individuelle. A la tête d'une entreprise doit rester un président avec quelques remplaçants* ».

Ce discours contient par ailleurs quelques lieux communs sur « les millions de travailleurs créant une nouvelle vie », mais il est néanmoins, comme tout ce qui vient de Staline, trop brutal pour ne pas être suffisamment clair.

Que devient dans tout cela le prolétariat russe, c'est-à-dire ceux qui ne jouirent pas de la sollicitude de l'Etat, au point de former cette phalange intellectuelle et technique? (Notons

que ces faveurs éducatives furent distribuées uniquement aux « camarades » acquis à la politique du gouvernement, membres du parti, ou dans la ligne). Que deviennent les OUVRIERS « ORDINAIRES », les non-qualifiés, les manœuvres de l'industrie et de l'agriculture...? Leur participation à la vie sociale se réduit à obéir et à se taire. Une puissance omnipotente et invisible fixera leurs tâches et salaires. C'est, finalement, sur leurs épaules de parias que reposera le poids de tout l'appareil étatique : fonctionnaires, bureaucrates, politiciens, ambassadeurs, états-majors, intellectuels, techniciens, capitalistes étrangers, etc., etc... C'est avec l'épuisement rationalisé des muscles des prolétaires 100 p. c. ! qu'on paiera les intérêts des emprunts d'Etat à 5, 7 et 10 p. c. Enfin, ce sera leur sang d'abord qui paiera peut-être un jour les fantaisies et les trahisons de leurs maîtres.

***

Les restes de Lénine reposent maintenant dans le mausolée de la Place Rouge, à Moscou. Sa dépouille est honorée et ses espérances effondrées. L'expérience russe, d'un bout à l'autre, démontre implacablement l'incapacité de l'Etat à construire le socialisme. Encore une fois, du côté autoritaire, la désillusion est cruelle. Ceux d'entre eux restés fidèles à un socialisme plus élevé, ont, depuis quelques années, délié leur sort de celui du gouvernement russe. Ils se rangent sous l'appellation générale « D'OPPOSANTS »; nous saluons la probité de certains, tout en soulignant leur profond désarroi.

Esclaves de vieilles idoles et d'anciennes formules, déformés par la discipline spéciale de la IIIe Internationale, bien peu ont pu se ressaisir. Le plus clair de leur activité consiste à ergoter sur des fautes de détails et des conflits personnels. Il y a là un pitoyable manque de courage intellectuel. La marche des événements russes n'a pas dépendu du « bon » bolchéviste Trotsky ou du « mauvais » bolchéviste Staline; il s'agit d'oser pousser la critique jusqu'aux questions de base.

C'est alors que les oppositionnels de toutes nuances de-

vront, une fois de plus, reviser leurs opinions concernant l'Etat. Ce sera, pour beaucoup, un travail long et pénible, qui aura au moins l'avantage de développer leur modestie, une des premières vertus socialistes.

LE MOUVEMENT ANARCHISTE

A la mort de la Ire Internationale, le socialisme se trouvait donc divisé en deux courants distincts : l'autoritaire et le libertaire. Nous avons, au cours des précédents chapitres, analysé ce qu'il advint des autoritaires. L'autre courant se caractérisait par une opposition irréductible au pouvoir d'Etat et s'en tenait intégralement aux principes essentiels du socialisme. C'est au cours de la lutte que cette fraction fut amenée à prendre le nom « d'an-archiste » (du grec : An : Sans et Arkhé : Commandement).

Il est curieux de constater que ce nom fut, au début, employé principalement par les autoritaires marxistes, dans le but de jeter le discrédit et l'opprobre sur leurs adversaires. Exactement d'accord, en cela, avec la réaction bourgeoise qui, depuis la révolution française — Hébert, Babœuf, etc.. — dénommait « anarchistes » ses pires ennemis. Cette fois, la manœuvre eut un effet différent de celui escompté. Les socialistes libertaires approfondirent leur doctrine, reconnurent qu'objectivement ces termes leur convenaient parfaitement bien et, supprimant le petit trait-d'union, s'appelèrent anarchistes.

***

Si l'on juge un mouvement par le succès apparent et le nombre des suiveurs, on doit reconnaître que le socialisme autoritaire dépassa largement l'anarchisme. En moins de vingt ans, les partis socialistes autoritaires de toutes nuances occupèrent une place importante dans l'arc-en-ciel des partis parlementaires. Le secret de leur crédit auprès des foules

pourrait tenir en une formule simpliste : Suivez-nous, obéissez-nous, nous nous chargeons de vos intérêts. C'est le moyen vieux comme le monde qui consiste à se présenter comme le bon berger ; il réussit aux prêtres de toutes les religions.

Contre cette démagogie effrénée, ne reculant devant rien et s'exerçant devant un prolétariat politiquement inexpérimenté, les anarchistes ne trouvèrent aucune arme suffisamment efficace et on s'explique aisément le vide relatif qui se fit autour d'eux. Les chefs socialistes comptaient leurs électeurs par millions ; les anarchistes SE comptaient par centaines, et parfois par douzaines. Cet état de choses, qui les coupait des grandes masses ouvrières, provoqua parmi eux un certain désarroi. Ce fut la cause et le début d'erreurs et de déviations.

Privé de contact permanent avec les masses prolétariennes, l'anarchisme devint bientôt l'apanage d'une minorité plus consciente et éclairée, essayant de racheter par la qualité, leur faiblesse quantitative. Insensiblement leur activité se développa en profondeur plutôt qu'en étendue; ce qui n'eut pas été un mal si, parallèlement et par voie de conséquence, beaucoup d'anarchistes n'avaient en partie perdu le sens social de l'anarchisme. Oubliant qu'ils étaient en somme les défenseurs de la seule doctrine réellement socialiste, ils en vinrent à se considérer plutôt comme des philosophes ou des moralistes.

L'anarchisme en arriva ainsi à prendre un sens très différent de son sens historique, qui fut incontestablement la tendance anti-autoritaire du mouvement socialiste, mais en était néanmoins inséparable. Ceux qui abandonnèrent cette conception comprirent « Anarchie » dans son sens purement étymologique et abstrait, qui permettait des conclusions et applications fort diverses, indépendantes du socialisme, voire opposées à celui-ci. Ce changement s'opéra d'autant plus facilement que leur doctrine n'est pas limitée comme le marxisme, l'anarchisme pose la revendication de liberté non seulement dans le domaine économique, mais dans tous les domaines, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective.

Notre étude se limite à un examen du socialisme et nous ne voulons parler de l'anarchisme que par rapport à lui. Mais précisément de par les conditions qui leur étaient faites, des anarchistes s'appliquèrent dans des domaines tout autres que ceux de l'économie sociale.

L'on vit par exemple surgir des personnalités et de petits mouvements se donnant comme « Individualistes-anarchisants ». Etant donné l'absence d'organisation qui caractérisait ces milieux, il s'y glissa quantité d'éléments d'une signification très différente. On y parla entre autres « d'anarchisme Stirnérien », du nom de Max Stirner, auteur de « L'Unique et sa propriété », ouvrage remarquable, situant Stirner à la hauteur de Nietsche, mais œuvre de pure philosophie et métaphysique sans aucune conclusion sociale.

L'enseignement de Tolstoï — du moins le dernier — qui préconise la non résistance au mal, malgré son caractère religieux et mystique, n'implique aucun recours à l'autorité. Il y eut et il est sans doute encore des anarchistes Tolstoïens et des fidèles au christianisme primitif, qui se déclarent anarchistes chrétiens. D'autres réformateurs sociaux encore sont arrivés, à travers des conclusions que nous ne discuterons pas, à s'intituler « anarchistes éducationistes ».

De plus, certaines personnalités originales dégagèrent de leurs œuvres, une philosophie ou une morale particulière pouvant à la rigueur donner naissance à un « isme » quelconque précédé ou suivi d'« anarchiste ». Enfin, indépendamment des différences de principes, existent de nombreux mouvements spécialisés dans l'anti-militarisme, l'anticléricalisme, etc...

Du point de vue de l'action, les anarchistes, contrairement aux autoritaires, embourbés dans leurs triomphes légaux, ô combien !... avaient, seuls, conservé une volonté révolutionnaire. Abandonnés des masses prolétariennes naïves ou indifférentes, persécutés par la réaction, insultés par les politiciens pseudo-socialistes, les anarchistes se révoltèrent le plus souvent seuls, et leurs actes prirent le nom d'attentats.

C'est sur cette manifestation de l'anarchisme que les littérateurs insistent le plus. Il y a là une mine à effets, et, pour beaucoup d'épiciers et de concierges, « anarchisme » et « dynamite » forment une association d'idées inséparables alors que le terrorisme anarchiste fut exceptionnel ou accidentel et presque toujours individuel. Ces pratiques de violences individuelles furent cependant accompagnées et justifiées par une argumentation qui peut, elle aussi, être un aspect du mouvement anarchiste. Son extrême complexité rend son analyse très ardue et d'ailleurs sans intérêt par rapport à notre sujet.

Indépendamment de ces diverses manifestations particulières, l'anarchisme conserva toujours une influence dans le mouvement socialiste en général. S'il ne se concrétisa jamais dans ces vastes partis (plus vastes et plus bruyants que solides et efficaces) dont les autoritaires se réclament avec prétention, les anarchistes par leur action, leurs paroles, leurs écrits, luttèrent parfois avec succès contre le courant qui entraînait le socialisme vers des dégénérescences mortelles.

Il faut rappeler que jusqu'il y a dix ans environ, le mouvement socialiste n'était pas aussi rigidement divisé qu'aujourd'hui. L'action et l'influence anarchistes s'y faisaient sentir, alors même que les autoritaires y faisaient figure de chefs. L'anarchisme fut souvent et justement compris comme un socialisme extrémiste, et l'histoire objective du socialisme renferme à chaque page la pensée et l'action anarchisantes. Cependant les anarchistes ne prévirent pas assez les terribles trahisons vers lesquelles marchaient les autoritaires et certains libertaires, un peu dupes de la phraséologie révolutionnaire à la Aristide Briand ou à la Gustave Hervé, de la première manière, occupaient des positions intermédiaires ou confuses.

Il serait arbitraire d'appliquer à toutes ces activités anarchistes la remarque du début qui constate une diminution du sens social. Si cette déformation eut des conséquences et des répercussions dans l'ensemble du mouvement et de l'idéologie anarchistes, elle ne se manifesta spécialement que parmi certaines tendances et chez certaines individualités; alors que

d'autres, au contraire, tels les syndicalistes anarchistes par exemple, conservèrent un sens social des plus réaliste.

Pour dissiper l'équivoque, nous tenons à préciser ce que nous entendons par « affaiblissement du sens social ».

Il consiste premièrement à se cantonner dans un domaine particulier, en arrivant ainsi à limiter son activité à quelque point secondaire. Il consiste surtout à prendre et faire prendre ce secondaire pour l'essentiel, en présentant une action ou une réforme partielle comme primordiale et déterminante de toutes les autres.

L'éducation, l'anti-religiosité, le développement scientifique, artistique, philosophique ou moral, la liberté sexuelle, la régénération par un naturisme ou végétarisme quelconques, la fondation de coopératives ou de colonies, l'antimilitarisme, etc., etc... sont certes des questions importantes et intéressantes et nous ne voyons aucun inconvénient à se spécialiser dans l'un ou l'autre de ces domaines, mais à la condition d ne pas perdre de vue l'ensemble de la question sociale, d'avoir toujours présent à l'esprit qu'il est vain et ridicule d'espérer résoudre séparément les problèmes sociaux, qu'une transformation dans un domaine est impossible sans transformation dans quantité d'autres, et qu'ainsi toutes les revendications sociales sont intimement liées.

Une autre attitude qui conduit à la perte du sens social, et qui est bien souvent parallèle à la première, est celle du raisonnement en dehors des contingences et dans l'abstrait. Il y avait une telle disproportion entre les aspirations des anarchistes et la réalité sociale que beaucoup d'entre eux furent refoulés ou se réfugièrent en eux-mêmes et en arrivèrent ainsi à vivre dans des cercles très limités d'une vie surtout sentimentale et cérébrale. Cela contribua à développer chez eux une attitude subjective ou de stricte logique, c'est-à-dire inadaptable aux possibilités et réalités sociales.

Cette dernière déviation eut des conséquences extrêmement pénibles sur des hommes privés de réelle culture, et forma de ces autodidactes confus, dans le cerveau desquels le prin-

cipe de liberté absolue tourne comme un fauve en cage, en se heurtant désespérément aux barreaux de la réalité.

*
* *

Ce rapide aperçu de l'évolution du mouvement anarchiste, nous permet de saisir immédiatement une nouvelle cause de son affaiblissement. Certes, les socialistes autoritaires se livraient parfois entre eux à des luttes acharnées autour de la clientèle électorale ou d'avantages politiques quelconques, mais restaient unis sur le mot d'ordre et la propagande pour la conquête du pouvoir. Au contraire, en plus de leur pauvreté numérique les forces anarchistes se présentaient éparses, divisées, manquant de cohésion et d'organisation. Les travailleurs, les éléments jeunes, attirés vers l'anarchisme se trouvaient en peine de se situer parmi cette diversité et cette confusion, sur les questions les plus simples et les plus essentielles. Ils ne découvraient, d'autre part, en aucune façon, de cadres organisés, propres à commencer et développer une activité sociale immédiate et pratique.

Enfin, cela permit à des éléments douteux, à des intellectuels en mal d'originalité et autres espèces peu recommandables, de prendre place dans un mouvement anarchiste. Il y eut à certains moments, des individus qui, au nom d'un bizarre anarchisme, commirent de bien singulières choses (nous voyons évidemment d'un point de vue socialiste et non pas de morale bourgeoise). Ce dont les anarchistes sincères ne furent en rien coupables, si ce n'est d'avoir fait montre à cet égard de trop d'indulgence.

Ceux qui en réalité ignorent tout de l'anarchisme et le craignent ou le haïssent, ne manquent point d'exploiter ces états de choses et d'abreuver les anarchistes d'injures et de sarcasmes inspirés par la réaction.

D'autres individus, habitués aux procédés autoritaires, demandent à l'anarchisme une pâtée intellectuelle toute mâchée, et des chefs auxquels obéir !... et s'en retournent déçus ou ahuris.

D'autres, enfin, plus réfléchis, mais d'esprit dogmatique

cherchent les dogmes anarchistes. Or, l'anarchisme est essentiellement anti-dogmatique et, en ce sens, c'est la seule doctrine sociale conforme à l'esprit scientifique.

D'un point de vue sérieux, ces attitudes sont également injustifiables. Et quand bien même des reproches plus graves encore que les nôtres pourraient être lancés à des anarchistes, ils ne permettraient point de rejeter l'anarchisme.

Certes, depuis le temps où il constituait la phalange des pionniers du socialisme, en lutte contre les manœuvriers autoritaires; depuis l'époque où il signifiait le ralliement de l'avant-garde révolutionnaire et prolétarienne, le mouvement anarchiste céda considérablement du terrain. Mais cela ne peut empêcher de distinguer la valeur et la signification historique du mouvement anarchiste.

Domela Nieuwenhuis, le socialiste hollandais, écrivait vers 1897, dans son livre remarquable « Le Socialisme en danger» (œuvre de première valeur, boycottée par les autoritaires, et ignorée par trop de libertaires) « *Et si la social-démocratie n'échoue pas sur le rocher du socialisme d'Etat, ce sera grâce aux anarchistes. Tous nous nous sommes inclinés plus ou moins devant l'autel où trônait le socialisme d'Etat, mais dans tous les pays, la même évolution se poursuit maintenant. Reconnaissons honnêtement que ce sont les anarchistes qui nous ont arrêtés pour la plupart et nous ont débarrassés du socialisme d'Etat* ».

Malheureusement, Domela Nieuwenhuis fut trop optimiste, l'évolution anti-étatiste qu'il discerna à son époque ne devait pas continuer avec le succès qu'il semblait escompter. Il parle de l'échouement de la social-démocratie au conditionnel, mais la suite des événements montra l'impuissance anarchiste à enrayer la course fatale. Non seulement la social-démocratie échoua sur le rocher du socialisme d'Etat, mais elle y *sombra*.

Si cependant le mouvement anarchiste ne put remplir toute la mission que lui reconnaissait déjà Domela Nieuwenhuis, il

réagit cependant dans cette voie. Face au capitalisme tout-puissant, il fut le symbole de la revendication sociale intégrale et le ferment de révolte. Devant la dégénérescence des autoritaires, il fut le gardien de l'idée socialiste et le pôle d'attraction des irréductibles. Enfin les anarchistes, seuls, ont conservé le sens de la véritable démocratie ouvrière.

***

Le mouvement anarchiste pas plus que d'autres, n'échappa aux effets de la guerre. Celle-ci exerçait ses ravages jusque dans les rangs libertaires. Des hommes, qui y jouissaient d'un grand prestige, ne surent conserver assez de fermeté pour résister au souffle de panique et de carnage qui ravagea l'Europe et le monde. D'autres anarchistes, au contraire, restèrent conséquents et subirent les rigueurs de la répression.

L'après guerre permit aux forces anarchistes diminuées et éparses de se regrouper tant bien que mal. Mais la démagogie bolchéviste en exploitant sans scrupule le prestige de la Révolution russe, parvint à entraîner derrière elle, la grande majorité des travailleurs révoltés. Encore une fois, avec ses faibles moyens, la minorité libertaire tenta de réagir. Si elle n'y parvint pas, si elle n'eut dans l'ensemble qu'une valeur protestataire, elle-même en porte une lourde part de responsabilité. Elle fut incapable de fournir des réponses claires aux questions que posait impérieusement l'heure présente. Car il ne suffit pas d'avoir des idées ou des principes généraux justes, il faut encore savoir les traduire dans les réalités actuelles par des propositions et une activité de valeur pratique tendant vers des buts concrets.

Depuis quelques années pourtant, des efforts sérieux sont tentés pour redonner à l'anarchisme sa signification réelle. Les éléments libertaires réalistes cherchent à dégager de la confusion qui enveloppe l'anarchisme, la simple et claire vérité socialiste. Il faut vouloir qu'ils y parviennent et c'est à cette tâche que nous œuvrons.

Celle-ci n'est guère facile. Les fautes, les erreurs et les

oublis qui affaiblissent et défigurent en partie le mouvement anarchiste, ont acquis pour certains individus force de tradition. Quant au reste, l'ignorance de la signification sociale et historique de l'anarchisme est le trait dominant de leur personnalité. Le manque d'organisation réelle leur a permis, à peu près partout, de faire figure de champion de l'anarchie intégrale. Toute tentative de les ramener à plus de réalisme, se heurte à leur orgueil et provoque leur indignation.

Pour ceux-ci la confusion et l'incohérence du mouvement anarchiste auront été l'âge d'or, et son redressement coïncidera avec leur effondrement. Ils resteront dans l'histoire du socialisme, comme les « Don Quichotte » de l'anarchie et c'est peut-être toute leur ambition.

LE SYNDICALISME

Le syndicalisme étant l'expression directe de la volonté de lutte des travailleurs, ses origines sont bien antérieures à la création des partis socialistes et même au développement du capitalisme moderne (le compagnonnage du moyen-âge en est déjà une première forme). Le syndicalisme est en somme la solidarité ouvrière agissante. Indépendamment de toute précision idéologique, l'ouvrier s'unit avec ses semblables pour la défense de ses intérêts directs et, pendant longtemps, le syndicalisme ne fut étroitement que cela.

Toutefois, avec la pénétration du socialisme dans les classes exploitées, certains syndicats élaborèrent des programmes plus précis et s'assignèrent comme but la suppression de l'exploitation de l'homme. *L'intérêt ouvrier*, telle était la base sur laquelle les syndiqués n'éprouvaient pas le besoin de disserter longuement. Le caractère exclusivement de classe des syndicats semblait une garantie suffisante et, bien plus qu'une théorie, le syndicalisme est avant tout de l'action. Celle-ci, menée sans relâche sur le terrain pratique, opposait le monde du travail au capital et ainsi le syndicalisme travaillait naturellement à la destruction du capitalisme.

Pour les politiciens autoritaires, les organisations syndicales, qui groupèrent rapidement d'importantes masses ouvrières, apparurent comme des facteurs très importants dont il fallait tirer profit. Aussi ne tardèrent-ils pas à se livrer vis-à-vis des organisations spécifiquement prolétariennes, à quantité de manœuvres pour arriver à leurs fins, à savoir;

1° Faire des syndicats des instruments de lutte pour *leurs* intérêts politiques.

2° Préparer le prolétariat à leur dictature prochaine.

Il faut reconnaître que là encore, les étatistes réussirent dans une large mesure.

Les syndicats, devant grouper tous les travailleurs, ne ressentaient nullement le besoin de prendre et de préciser une position politique. Ils ne pouvaient du reste le faire sans provoquer parmi leurs membres la division, la scission, c'est-à-dire la perte de leur force de masse, indispensable à leur lutte quotidienne. N'oublions pas en effet que les syndicats, quelques révolutionnaires qu'ils s'affirment, mènent des luttes constantes pour des réformes concernant les salaires, heures de travail, lois de protection, etc... que leur arme principale est la grève et que, pour ces actions, la force de masse est primordiale.

D'un autre côté les partis socialistes autoritaires, organisés et dressés dans un sens bien déterminé, dirigés par d'habiles politiciens professionnels, manœuvrèrent de telle sorte que le mouvement syndical tomba en général dans leurs mains. Ils conquirent beaucoup de vieilles organisations ouvrières et, pour le reste, n'hésitèrent pas à en créer, ou encore s'adaptèrent aux circonstances en ménageant au besoin certaines susceptibilités.

En Angleterre, le parti socialiste et les syndicats ne forment véritablement qu'un. En Belgique, il y a un semblant d'indépendance à la base, mais main-mise absolue du parti par le sommet (combinaison machiavélique qui illusionne les plus naïfs). Situation du même genre dans presque tous les pays en exceptant en partie l'Espagne.

Pourtant, dans le domaine syndical, le triomphe des auto-

ritaires ne fut jamais complet, en bien des cas ils se heurtèrent, de la part des travailleurs organisés, à des résistances qu'ils ne purent jamais vaincre. La position de ces travailleurs était surtout dictée par la méfiance que suscitaient la démagogie, la confusion et les manœuvres sans scrupules des parlementaires et politiciens socialistes.

Remarquons en passant que c'est en France que ces politiciens pseudo-socialistes se livrèrent premièrement à de cyniques acrobaties et que c'est là d'abord que des syndiqués réagirent contre eux d'une manière raisonnée et précise. Pendant longtemps ces résistances gardèrent un caractère passif et confus. Elles se bornèrent à vouloir ignorer les menées des politiciens étatistes et à réagir contre leur ingérence dans les organisations syndicales. Mais il arriva un temps cependant où cette résistance prit un caractère nettement offensif.

Nous avons montré précédemment combien le socialisme anarchiste correspondait seul à l'intérêt profond du prolétariat, et si le sens de la liberté, qui forme l'essence du socialisme, avait été perdu ou renié par les « chefs », il était resté vivant parmi le meilleur du prolétariat. C'est ainsi que la revendication sociale des véritables exploités se manifesta assez brusquement sous la forme du «syndicalisme révolutionnaire».

Sans entreprendre l'histoire de ce mouvement l'on peut en dégager les caractéristiques comme suit :

Le syndicalisme révolutionnaire considère que c'est la classe ouvrière organisée qui doit, par elle-même, dans la pratique de l'action, développer ses facultés de tout ordre et préparer les cadres de la société future.

Voulant ignorer les savantes ou habiles combinaisons des conquérants du pouvoir politique, les syndicalistes révolutionnaires, par la méthode de la lutte de classe, prétendaient poursuivre patiemment et ardemment la destruction du capitalisme, la prise de possession des moyens de production et l'organisation par la classe ouvrière et pour la classe ouvrière d'une société égalitaire. Leurs mots d'ordre étaient : action, éducation, solidarité, guerre à l'autorité politique. C'était une condamnation farouche des prétentions dictatoriales des politiciens autoritaires. Brutalement ces messieurs étaient tirés de leurs piédestaux et comme on comprend leur indignation !

Ils ne furent pas long à faire face au danger et pour commencer jetèrent leur cri d'alarme de toujours : « Ce sont des anarchistes ! » Ce qui était doublement exact; premièrement parce que beaucoup de militants anarchistes se rallièrent à ce mouvement syndicaliste et ensuite parce que la doctrine syndicaliste révolutionnaire est essentiellement anarchiste. Au point que syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme anarchiste furent bientôt synonymes. Cependant les compagnons syndicalistes révolutionnaires ne s'émurent pas autrement des protestations intéressées des autoritaires et continuèrent courageusement leur lutte. Ils parvinrent (pour ne parler que de la France) à organiser leur C. G. T. qui fut jusqu'avant la guerre une des plus belles organisations anti-capitalistes de masse que l'on puisse citer.

Nous pouvons, dès à présent, tirer du mouvement syndicaliste révolutionnaire une première et importante leçon. Il nous montre dans la réalité simple et directe, que le prolétariat lorsqu'il agit sous son impulsion propre, s'affirme dans un sens anarchiste. Par dessus la tête des manœuvriers étatistes, il discerne et marche vers le socialisme sain. Il prouve que le socialisme autoritaire ne correspond en aucune manière à la revendication prolétarienne, mais qu'il n'est qu'un ensemble de sophismes exprimant la culture profondément bourgeoise de ses théoriciens, quand il n'est pas le reflet de la moralité profondément bourgeoise de ses chefs.

*
* *

Le syndicalisme révolutionnaire, malgré ses succès rapides et sa vitalité, ne parvint pas, lui non plus à remonter le courant. Tout en composant toujours pour les étatistes un sérieux danger, il n'empêcha pas les partis socialistes autoritaires de prospérer (dans le sens que les députés donnent à ce terme). Il faut cependant rappeler que ce mouvement syndicaliste est relativement jeune et, sans la guerre, aurait vrai-

semblablement développé ses possibilités. Mais la guerre, dans tous les pays qu'elle entraîna, étouffa le syndicalisme révolutionnaire avec le reste. (Le C. G. T. qui devait répondre à la guerre par la grève générale et l'insurrection resta muette et impuissante).

L'après-guerre ne lui fut guère favorable. Les masses ouvrières furent emportées par le socialisme réformiste-parlementaire ou vers le social-bolchevisme, plus autoritaire encore que toutes les déviations précédentes, et c'est un fait indiscutable que, pendant les dix années qui suivirent la guerre, le syndicalisme révolutionnaire ne fut plus guère défendu que par une petite minorité nettement anarchiste, submergée dans les organisations bolchévistes ou formant de petites organisations particulières. La grande majorité des syndicalistes, survivants de la boucherie ou issus de nouvelles générations, et qui avaient conservé un sens révolutionnaire, furent séduits et happés par le bolchevisme. Qu'ils essayèrent de marier avec leur syndicalisme comme la carpe avec le lapin.

Il fallut toutes les brutalités des chefs de Moscou et leur virtuosité à manier la gaffe, pour qu'enfin ces syndicalistes d'un genre spécial comprissent qu'ils s'étaient fourvoyés dans une galère menant tout droit à l'étatisme, c'est-à-dire à LA TRANSFORMATION DES SYNDICATS EN INSTRUMENTS DU POUVOIR POLITIQUE. Pendant dix ans, ils ont erré dans cette voie et leur position fausse ne leur apparaît encore qu'à demi. Ce sont les oppositionnels du genre syndicaliste. Ils ont de commun avec les autres de ne s'être ressaisi qu'à moitié. Nous reconnaissons que leur erreur tient pour une part, à un excès de zèle sincère, mais là encore un examen approfondi de la question s'impose. Si les syndicalistes révolutionnaires-bolchévistes repentis veulent réellement « remonter le courant » et le chemin perdu, il leur faudra ne plus avoir peur des mots; il leur faudra reconnaître et proclamer que le syndicalisme réel est contre l'autorité politique, contre l'Etat, et qu'il est essentiellement anarchiste.

***

Il résulte de l'évolution et des avatars du syndicalisme qu'il n'y a sans doute pas de domaine où la confusion soit plus grande. C'est pourquoi nous préciserons sa valeur exacte, selon nous, et ce qui la conditionne.

Le syndicalisme se trouve enfermé dans un dilemne angoissant dont jusqu'à présent il a peine à sortir.

Ou bien les organisations syndicales doivent affirmer une idéologie nettement définie, impliquant une unité de pensée et d'action devant tous les problèmes sociaux importants.

Ou bien elles doivent accepter TOUS les travailleurs, dès l'instant qu'ils prétendent lutter pour l'amélioration de leur sort.

Entre ces deux solutions il n'y a que confusion et échappatoires.

Dans le premier cas, les syndicats deviennent en définitive un parti qui peut s'appeler syndicaliste ou même anarchiste. En cette circonstance il restent soumis aux nécessités et restrictions d'un parti, en régime capitaliste il ne grouperont jamais qu'une petite partie des travailleurs et ne rempliront en aucune manière le rôle du syndicalisme. Ils resteront sans liaison directe avec les larges masses ouvrières dont l'inertie est le plus grand obstacle à toute réalisation.

Dans la lutte pour le socialisme nous ne contestons aucunement le rôle des minorités conscientes et agissantes et ne rejetons nullement leur constitution en parti. Mais encore une fois, le syndicalisme n'a de raison d'être et de valeur que s'il est de masse, ou s'il peut le devenir. Sa mission essentielle est d'unifier sur une large base, toutes les forces prolétariennes.

Or, si une fraction forme des syndicats basés sur son idéologie et sa tactique particulières, il est bien évident que les autres fractions sont devant la nécessité de faire de même. Il ne tarde pas alors à exister autant de syndicalisme et de syndicats rivaux que de tendances politiques. La raison autant que l'expérience démontrent que c'est l'impuissance du mouvement ouvrier en général et la négation de la mission historique du syndicalisme.

Telles sont les raisons principales pour lesquelles la seconde solution est seule valable : Organisation de tous les travailleurs luttant pour l'amélioration de leur sort. Elle seule correspond à la nature et à la mission du syndicalisme. Elle seule permet à l'ensemble des travailleurs d'exprimer pratiquement leurs revendications et fait de leurs syndicats leur instrument de lutte.

Pratiqué de cette manière, le syndicalisme est A-POLITIQUE. Ceci ne peut évidemment signifier que les syndiqués n'ont à se préoccuper d'autre chose que des activités ressortant directement à leurs syndicats. Au contraire, nous croyons qu'aucun problème et aucune question ne peuvent rester étrangers aux prolétaires. Mais toute activité menaçant l'unité syndicale doit se mener en dehors du syndicat, c'est-à-dire dans des groupements, partis, cercles et organisations de toute espèce et de tout genre.

Il est néanmoins certain que, aussi bien à l'extérieur des syndicats que dans le cadre de leur action propre, les tendances socialistes se manifesteront et influenceront les syndiqués. Vouloir empêcher cela est illusoire, signifierait la mort de la pensée et l'arrêt de l'évolution prolétarienne. Quant à nous, libertaires, devant les tentatives dictatoriales des autoritaires, nous ne désarmerons jamais. Toute notre action dans les organisations syndicales, que nous préconisons, aura simplement pour but d'empêcher que ces luttes aboutissent à la destruction de la force syndicale.

Notre conception du syndicalisme est donc théoriquement en contradiction avec le syndicalisme pur affirmant que le syndicalisme suffit à tout. Nous fixons, en effet, aux syndicats, un domaine et un rôle limités. Dans cette question éminemment réaliste, ce sont les arguments d'ordre pratique qui sont seuls valables, et nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de soulever à ce propos de graves questions de principes. Limiter le rôle des syndicats n'est nullement les considérer comme inférieurs; ce dernier terme n'aurait ici aucun sens.

Une seule chose importe, le rôle du prolétariat, et le syndicat n'est qu'une arme dont il doit tirer les meilleurs services. C'est pour des raisons exclusivement pratiques que le syndicalisme, tout au moins en régime capitaliste, doit se limiter volontairement, sous peine de ne pas accomplir sa mission et devenir peut-être, en fin de compte, un obstacle à l'affranchissement de ceux qu'il prétend servir.

LE SOCIALISME LIBERTAIRE

Tant par les voies réformistes et légales que par la violence dictatoriale, le socialisme autoritaire a donné sa mesure. Non seulement il aboutit pratiquement à de désastreuses faillites, mais, chose plus grave, ce qu'il présente aujourd'hui au prolétariat comme « socialisme » s'avère impuissant à l'émouvoir jusqu'à la révolte consciente. Parmi les forces dans lesquelles le socialisme pouvait espérer, le désarroi est profond; la méfiance, le découragement et la plus atroce confusion sont à l'ordre du jour.

Rien n'est plus significatif à cet égard que de voir des travailleurs allemands pirouetter du bolchevisme au fascisme social-nationaliste, des travailleurs anglais éperdus entre travaillistes et conservateurs. Du côté des éléments socialistes cultivés, la situation est plus pénible encore. Ils s'entre-déchirent dans les ténèbres.

On ne le répètera jamais assez, cette crise du socialisme est une crise de confiance, et nous dirons froidement qu'entre le socialisme de Mac-Donald, celui de Staline et leurs petites variantes, nous ne choisissons pas. Aucun ne vaut les sacrifices que l'on demande au prolétariat. Il semble bien, au reste, que ce soit également l'avis de ce dernier.

Ce qui manque pour entrer dans l'action salvatrice, c'est une conception du socialisme qui permette d'espérer au delà de ce que proposent les gens d'Amsterdam ou de Moscou et leurs thuriféraires avérés ou honteux.

*
* *

La grande, l'immense illusion, fut de croire à la construction du socialisme par décrets d'Etat. En voulant arriver au

socialisme par la force du pouvoir politique, on se résoud à l'emploi de moyens qui détournent du but à atteindre et sont la négation du socialisme. Ainsi, en perdant le sens de la liberté, le socialisme a tout perdu, car il ne pourra être construit que par l'action directe et permanente du prolétariat, libéré du capitalisme et de toute domination politique.

C'est ce principe et cette pratique essentielle du socialisme que nous défendons, en prenant le titre de « SOCIALISTE LIBERTAIRE ». Il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup sur la position de cette tendance. Si elle semble nouvelle par l'appellation, en réalité elle est aussi ancienne que le socialisme lui-même, elle EST le socialisme et notre appellation n'a de valeur que par opposition aux socialismes dégénérés et falsifiés des autoritaires.

Le socialisme libertaire n'est donc pas une vague idéologie qui défend une conception métaphysique et abstraite de la liberté, mais, comme son nom l'indique, une conception du socialisme dont le principe de liberté est idéologiquement et pratiquement inséparable.

C'est pourquoi, en dehors de la volonté librement issue de l'association des travailleurs, les socialistes libertaires ne reconnaissent aucun droit, aucune loi, aucun pouvoir. Ils ne sont pas dupes des sophismes sur la dictature des élites, ni des mensonges sur l'Etat ou le demi-Etat prétendûment prolétariens et transitoires. La mission des libertaires est de les combattre avec une égale énergie, parce qu'ils savent que : quelle que soit sa forme ou son masque, l'autorité politique fait inévitablement obstacle au développement du socialisme.

D'une façon plus pratiquement comprise, le socialisme libertaire est L'APPLICATION RIGOUREUSE, INTEGRALE ET DIRECTE DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE (étant entendu qu'au lendemain du capitalisme, le travail personnel étant l'unique moyen de vivre, tous les individus sont, au sens large du mot : des ouvriers).

*
**

A propos de démocratie, il est indispensable de dégager ce terme de la confusion qui le déforme et de la boue dans laquelle il fut traîné.

Sans entrer dans de longues dissertations historiques, l'on peut dire que, dans le passé, « démocratie » (Demos — Peuple ; Kratos — Pouvoir) fut compris dans le sens d'INTERVENTION de l'opinion populaire dans la direction de l'Etat, c'est-à-dire dans le cadre du pouvoir politique d'une classe ou d'une fraction. La volonté du peuple ne pouvait s'exprimer et intervenir que sur des points secondaires et sans toucher aux bases du régime. En d'autres termes encore, le peuple avait le droit de discuter avec ses maîtres, ou, tout au plus, de les choisir.

Notre conception de la démocratie est absolument opposée à ces méthodes. Nous la comprenons dans son sens complet, n'acceptant aucun pouvoir intermédiaire entre la volonté ouvrière et son application.

Quant à la pratique de cette démocratie, il faudrait, pour en prévoir toutes les formes d'application, connaître dès maintenant tous les facteurs qui conditionneront la révolution et la construction socialistes. Nous n'apporterons donc aucun plan détaillé de société future, ni rien qui ressemble à un prospectus électoral. Cependant, afin de satisfaire quelques impatiences légitimes et éviter le reproche de dérobade, nous indiquerons schématiquement les formes d'organisation par lesquelles la démocratie ouvrière pourra s'exprimer et fonctionner.

1° *Au point de vue économique :*

Les syndicats.

Ceux-ci formeront, au sein de leurs organisations de base, des conseils de délégués, administrateurs, techniciens, etc., ayant à charge de coordonner la production.

2° *Au point de vue social en général :*

Les organisations communales fédérées.

Ces organisations sont constituées à la base par la population ouvrière d'une commune (une commune est une portion d'individus vivant dans ou autour d'un centre plus ou

moins étendu : ville, village, quartier, faubourg, etc.). Cette population nomme des délégations ou conseils communaux; ces conseils fédérés régionalement, nationalement et, si possible, internationalement, forment la structure administrative.

Il est bien évident que les organismes de direction économique : les syndicats et les organismes de direction sociale : les fédérations de communes seront, par des formes adéquates, reliés et fusionnés. Les travailleurs seront d'ailleurs simultanément membres de leur syndicat et de leur commune.

Indépendamment de cette armature sociale, le peuple de travailleurs pourra constituer spontanément et librement une infinité de groupements, associations, unions, ententes, cercles et fédérations, poursuivant des buts d'études, d'art, de culture générale ou spéciale, etc...

Ce bref schéma reste cependant sans signification profonde si l'on n'insiste sur le caractère de la vie qui circulera dans ces cadres. D'un bout à l'autre, et dans toutes ses manifestations, le mouvement économique et social sera sous l'impulsion et le contrôle permanent des travailleurs organisés. Chaque mandataire, chaque délégué sera désigné par les intéressés directs, son mandat purement exécutif, limité et précis, sera contrôlé, et sa responsabilité engagée. Sans pouvoir fixer aux diverses fonctions une durée uniforme, le principe de l'amovibilité sera appliqué dans la plus grande mesure.

Ainsi, le spectre de la « bureaucratie » ne se dressera pas devant la saine démocratie ouvrière. En Russie, le bureaucratisme est né avec le pouvoir d'Etat, s'est développé avec lui et est devenu son rempart. La démocratie ouvrière n'évitera peut-être pas, au début, la paperasserie, mais chacun sait que ce n'est point là ce que l'on entend par bureaucratie, qui est, à proprement parler, le « POUVOIR DES BUREAUCRATES ». Si quelques ronds de cuir parviennent à s'incruster entre leurs dossiers, les conséquences sociales seront de peu d'importance et la démocratie ouvrière, en action, aura vite fait de les déloger.

Est-ce à dire que nous considérions la démocratie ouvrière

intégrale comme un système infaillible dont l'avènement transformerait le monde, comme par enchantement, en un Eden socialiste ? Non.

Le chemin du socialisme par la démocratie ouvrière est semé de difficultés de toute nature, mais c'est le nôtre, PARCE QUE C'EST LE SEUL.

Il ne dépend pas de nous de définir et d'instituer le socialisme parfait et idéal, mais il appartient aux socialistes libertaires d'aujourd'hui de lutter premièrement pour la destruction de l'Etat actuel et d'empêcher sa résurrection sous une autre appellation. Il leur appartient surtout d'organiser la société de manière à permettre le développement et le progrès du socialisme. Il appartiendra aux hommes de l'avenir d'accentuer ce progrès jusqu'aux réalisations que nous sommes incapables de seulement concevoir.

Nous croyons avoir ainsi répondu par avance à ceux qui présupposent que la démocratie ouvrière intégrale sera seulement réalisable par un prolétariat et une humanité de surhommes !... Cette démocratie n'est nullement susceptible d'accomplir des miracles. Nous laissons cette ambition aux étatistes dictatoriaux, continuateurs du plus pur utopisme (à tout prendre, Fourrier et le Père Enfantin étaient moins dangereux).

*
* *

Il reste encore à préciser la valeur de la démocratie ouvrière dans la période révolutionnaire proprement dite. Ce qui caractérise ce moment c'est que, devant la nécessité d'être plus fort que la réaction capitaliste, tout devient secondaire. Cette période peut être longue, le capitalisme ne s'avouera pas aisément vaincu et, alors même que l'insurrection serait d'abord victorieuse, les retours offensifs de l'ennemi ne manqueront pas de se manifester sous toutes les formes possibles. C'est en tablant sur ces conjonctures que les autoritaires se proposent d'instaurer leur nouvel Etat.

Leur déformation d'esprit les rend parfaitement incapables

de pouvoir concilier démocratie ouvrière et révolution. Nous tenons à rappeler à leur intention que démocratie ouvrière n'a jamais voulu dire : « chacun fait ce qui lui plaît ». mais signifie un régime social de forme très précise pour l'instauration duquel nous préconisons la révolution, c'est-à-dire la violence collective et organisée d'une partie plus ou moins grande du peuple. La révolution est donc constituée par les combattants proprement dits, et les sympathisants qui accomplissent le travail révolutionnaire destructif et constructif. La révolution pratique en son sein la démocratie intégrale, elle reçoit dans ses organismes ceux qui acceptent leurs méthodes, elle ignore les inoffensifs et écrase ceux qui l'attaquent.

Si l'on veut appeler cela « période transitoire », nous n'empêcherons personne de jouer avec ces mots, mais nous les rejetons comme impropres et faux. Ils le sont parce que cette tansition est permanente. La démocratie ouvrière n'aura pas besoin de se défendre pendant cinq ou dix ans, mais contre tout danger et toujours.

Quant à parler de « dictature du prolétariat », c'est encore plus inepte ; la démocratie ouvrière est une société de travailleurs organisés comme il est dit. Il est tellement évident que ceux qui refuseront cette forme de vie sociale (en supposant qu'ils s'arrangent en dehors) n'interviendront pas dans sa direction.

Il y aura donc premièrement la révolution, et, si elle triomphe, la démocratie ouvrière. La dictature du prolétariat est un pavillon masquant une autre marchandise, que nous avons dénoncée en parlant de la Russie.

*
* *

Arrivé au terme de notre exposé, nous essayons de le juger sans illusions. Devant la panique sociale actuelle, devant l'angoisse qui désaxe les forces collectives et individuelles du socialisme, nous n'attribuons à cette brochure aucune valeur messianique.

Nous croyons cependant très nettement qu'elle correspond aux préoccupations et aux besoins d'un certain nombre de socialistes sincères. C'est à cette phalange anonyme et dispersée que nous nous adressons. Elle ne se distingue point par ses ambitions, ce qui la caractérise est précisément la conscience d'une volonté juste, en même temps que le refus de toute domination par elle-même ou par autrui. Mais cette modestie ne doit pas exclure L'AUDACE.

Trop souvent l'audace fut l'apanage exclusif des autoritaires et l'histoire du socialisme le prouve amplement. Contre le dogmatisme des « Chefs », les libertaires ne pouvant opposer un autre dogmatisme, se réfugièrent dans l'irréel, s'effacèrent ou réclamèrent une part de pauvre.

Aujourd'hui, devant l'impuissance autoritaire, et dans le creuset de l'expérience historique, les libertaires ont forgé leur doctrine et leurs armes. Ils tiennent la liberté comme la plus rationnelle et la plus féconde des réalités sociales. Ils savent que le socialisme, amputé de la liberté, est un corps sans vie, une force sans direction, une colère aveugle. Ils proclament que le socialisme n'est autre chose que le développement et le triomphe de la liberté sociale.

Après cinquante années d'erreurs, de trahisons et de tâtonnements, c'est à ces vérités essentielles et premières qu'il faut revenir, c'est de là qu'il faut repartir. Nous avons confiance qu'à travers des chemins peut-être détournés et pénibles, c'est autour de ces vérités que les meilleurs se retrouveront.

Déjà dans tous les pays, et venant des milieux les plus divers, des voix encore timides et confuses expriment les mêmes préoccupations et tendent vers ces mêmes conclusions. Malheureusement, des ligatures tenaces et le poids d'erreurs passées paralysent encore les bonnes volontés. Un misérable orgueil et d'anciennes rancunes retiennent les mains qui se tendent. A tous il faut rappeler que les victoires révolutionnaires exigent aussi le courage d'en remporter sur soi-même.

Nous sommes convaincus qu'un jour peut-être proche, les socialistes libertaires se grouperont. Il ne nous appartient pas

de désigner le moment ni la forme de cette réalisation. Il serait vain de considérer notre travail comme un élément suffisant pour la constitution de notre parti. Mais ce parti est une nécessité.

Face à tous leurs ennemis, les partisans du socialisme libertaire, les défenseurs de la démocratie ouvrière intégrale et directe, ont le droit et le devoir de s'organiser. Ils le feront lorsqu'ils se seront reconnus.

Si nous y avons aidé, nous aurons atteint tout notre but.

ERNESTAN.

POSTFACE

Par suite de diverses circonstances, détails d'édition, d'impression, etc., il s'écoula quelques mois entre le moment où cette brochure fut virtuellement terminée et celui où elle est livrée aux lecteurs. Cela nous oblige, en dernière heure, à quelques rectifications et remarques.

Paul Boncour, le « brillant » politicien français que nous classions dans le parti socialiste S.F.I.O., n'en est plus. Il s'en est séparé, mais pour des raisons tout autres que celles de son projet militaire.

Pareillement, Mac Donald, ayant avec ses collègues un désaccord sur l'opportunité actuelle de la collaboration gouvernementale avec les conservateurs, n'est plus leader du Labour Party. Ce qui lui valut autrefois tant de considération, lui vaut actuellement d'être considéré par ses ex-collaborateurs comme une sorte de renégat.

Ce sont là des subtilités de la lutte électorale.

Les socialistes genre IIe Internationale nous fournissent encore d'autres éléments nouveaux d'appréciation.

A l'époque de leur abandon du pouvoir en Angleterre, les socialistes accédaient au pouvoir en Espagne, en collaboration avec les capitalistes républicains. Le dernier né de cette union est la loi (votée unanimement par les parlementaires socialistes) appelée « loi de défense de la république ». Nous en aurons tout dit en citant quelques fragments :

ARTICLE PREMIER.

Sont considérés comme des actes d'agression contre la république, et comme tels soumis à la présente loi :

1° ..., 2° ..., etc.....

9° Les grèves non annoncées huit jours à l'avance, à moins qu'il n'existe d'autres délais désignés dans la loi spéciale ; les

grèves déclenchées pour des motifs autres que des questions de travail, et et celles n'ayant été précédées d'un arbitrage ou d'une conciliation...

***

Par rapport à la politique bolchéviste, un petit point d'histoire vient également d'être récemment éclairci.

Lors de la prise du chemin de fer de l'Est Chinois par les troupes russes, des milieux d'extrême gauche discutèrent longuement et gravement des titres de propriété de ce chemin de fer en même temps qu'ils essayaient de pénétrer le jeu des puissances intéressées.

Pourtant, on n'avait jamais bien compris. Aujourd'hui, devant les événements dont la Mandchourie est le théâtre, on comprend mieux.

On comprend mieux comment le Japon et les puissances laissèrent les mains libers au gouvernement stalinien, quand ont voit l'impassibilité de ce dernier devant le déchaînement de l'impérialisme japonais.

Les affaires sont les affaires !

Mais qu'en pensent les malheureux petits paysans chinois qui peuplent la Mandchourie ?

Moscou et Tokio sont donc d'accord. Pour combien de temps ? Chi-lo-sa...

Il restera toujours au gouvernement de l'U.R.S.S., le jour où le désaccord surgira, la ressource de faire donner de la voix par les sections de sa IIIe Internationale.

Mais on pourrait, à ce propos, ouvrir un nouveau chapitre et ce n'est nullement notre intention.

Contentons-nous de souligner ces derniers aboutissements du socialisme autoritaire et l'accélération effrayante de sa décomposition. E.

Note de l'éditeur au lecteur

La pensée libertaire contribue puissamment au développement intégral des individus. Il est donc nécessaire qu'elle se propage.

C'est pourquoi les *Editions Réalistes*, dans la mesure de leurs moyens et de l'aide qui leur sera apportée, essayent de publier des plaquettes, des brochures, des livres.

Quelques essais furent tentés : la réédition de la brochure « Les Martyrs de Chicago », la publication d'une autre de Hem Day, « la véritable et ultime pensée de F. Ferrer », lesquelles, éditées cependant sous un autre sceau que les *Editions Réalistes*, peuvent s'y rattacher.

« L'Espagne et sa prochaine Révolution », d'Alph. Miquel, est la première manifestation des *Editions Réalistes*. Nous reprenons aujourd'hui nos projets délaissés par suite de circonstances indépendantes de notre volonté et espérons pouvoir les mener à bonne fin.

Les *Editions Réalistes*, négligeant le côté mercantile, œuvrent uniquement à affranchir les individus des préjugés qui entravent leur évolution rationnelle.

Ces temps de crise et de chômage rendent particulièrement difficiles les tâches que s'assignent les *Editions Réalistes* ; elles n'en sont cependant que plus urgentes et plus impérieuses.

Si les *Editions Réalistes* entreprennent cet effort, c'est qu'elles comptent sur l'aide des camarades et des sympathisants qui nous aideront en souscrivant ou en faisant souscrire autour d'eux, nous trouveront des débouchés et des dépositaires.

Telle est l'œuvre que les *Editions Réalistes* tentent en ces jours sombres et inquiets avec l'espoir qu'elle apportera un peu de vérité et de justice dans les esprits inquiets.

Camarades et sympathiques, si cet effort vous intéresse, aidez-nous en diffusant nos éditions dans vos groupements, vos syndicats, à l'usine, chez vos amis, partout et en tous lieux.

LES EDITIONS REALISTES.

LES ARTS GRAPHIQUES
Société Coopérative
201, Chaussée de Haecht, Bruxelles
Gérant : J. Van Trier.
—
1932